Avec le soutien du programme Erasmus+ de l'Union européenne

LA RENTRÉE D'APRÈS

rentreedapres.animafac.net

Résultats de la consultation

Le projet La Rentrée d'Après **4**

La consultation **4**

Le rôle de la sociologie dans les enquêtes quantitatives **5**

L'enquête « La Rentrée d'Après » : construction méthodologique du questionnaire et analyse des résultats **6**

1) Le choix des thématiques 6
2) Le choix des données démographiques 7
3) L'analyse statistique des résultats 9

Propos introductif : Jeunesse, de quoi parle-t-on ? **9**

1) Qu'est-ce que la jeunesse ? 9
2) Une jeunesse plurielle 10

Les résultats **11**

1) Les impacts de la crise 11
   A. Une augmentation de la précarité chez les jeunes 11
      a. L'apparition de difficultés financières 11
      b. Le recours à une aide alimentaire extérieure 12
   B. Des jeunes en mauvaise santé 13
      a. Un impact négatif de la crise sur le moral des répondant·es 13
      b. Un arrêt de l'activité sportive et une dégradation de l'alimentation 15
      c. L'apparition de troubles 16
      d. Un fort sentiment d'isolement 18
   C. Le sentiment de faire partie d'une génération sacrifiée 21

2) Le rapport des jeunes à de grands enjeux sociétaux : l'Europe, les enjeux environnementaux et climatiques et la solidarité internationale 26
   A. L'Europe 26

B. L'environnement et le climat 28
C. La solidarité internationale 30

3) Rapport aux médias et à la démocratie 31
A. Rapport aux médias 31
a. Des jeunes intéressé·e·s par l'actualité, qui peuvent avoir des difficultés à décrypter l'information 31
b. Des jeunes qui n'ont pas confiance dans les médias et souhaitent se tourner vers des médias alternatifs 33
B. Rapport à la citoyenneté et à la démocratie 35
a. Le sentiment de n'être ni entendu·e·s ni représenté·e·s 35
b. Un manque de confiance dans les pouvoirs publics 38

4) Des jeunes pas moins politisé·es, mais avec l'envie de s'engager autrement 39
A. Un rapport au politique plus exigeant 39
B. Une forte envie de s'engager, mais autrement 42

Conclusion 46
Bibliographie 48

LE PROJET DE LA RENTRÉE D'APRÈS

Face à la crise sanitaire, la **vie étudiante** n'avait jamais semblée si délaissée et éloignée de l'expérience qu'elle proposait jusqu'alors. Alors que nos associations partagent depuis plus d'un an les difficultés, les attentes et les nécessaires adaptations auxquelles sont confronté·e·s les étudiant·e·s, nous mesurons le rôle que nos structures, portées **par et pour les jeunes**, ont à jouer dans les transitions en cours.
En lançant **« La Rentrée d'après »**, notre objectif était et est aujourd'hui de :

- Mesurer **les conséquences de la crise sanitaire** sur la vie étudiante et plus généralement sur le rapport des jeunes aux études ;
- Comprendre **l'évolution des identités étudiantes** dans un monde traversé par cette crise sanitaire, sociale et économique inédite ;
- Élaborer un **plaidoyer collectif** sur les nouveaux enjeux de la vie étudiante ;
- Inscrire les questions de vie étudiante à l'agenda médiatique afin de **rendre visible les attentes, les besoins et les difficultés** des étudiant·e·s, mais aussi leurs propositions et pistes de solutions.

LA CONSULTATION

Cette consultation est la deuxième étape du projet, mené au niveau national par Animafac et plusieurs associations membres de son réseau : Engagé·e·s et Déterminé·e·s, Erasmus Student Network France (ESN France), les Jeunes Européens France, Jets d'encre, Nightline France, le Parlement Européen des Jeunes (PEJ) et le Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire (RESES).

LE RÔLE DE LA SOCIOLOGIE DANS LES ENQUÊTES QUANTITATIVES

C'est grâce à la sociologie, la science des faits sociaux, que l'on peut expliquer les données recueillies lors d'une enquête qualitative. Le but de la partie suivante est d'expliquer plus en détail le rôle joué par cette science dans ce type d'enquête.

Le précurseur de la sociologie en France est Emile Durkheim, qui détermine une « méthode sociologique » reposant sur l'étude des faits sociaux, c'est-à-dire les faits qui concernent la vie humaine. Le fait social est un fait de société qui s'exprime à travers des règles ou des normes, et qui est intériorisé par les individus. Pour le plus dire plus simplement, la société et les règles qui la caractérisent impactent la vie des humains au quotidien, et ce tout au long de leur vie.

La socialisation est le processus par lequel les individus en viennent à intérioriser ces normes et à les respecter[1]. On distingue socialisation primaire et secondaire[2] :

- La **socialisation primaire** correspond au processus de socialisation qui se déroule pendant l'enfance, façonné principalement par la famille et l'école. L'école est en effet un espace de socialisation primaire de par sa transmission de connaissances et de normes, mais aussi un espace de socialisation « par les pairs », où l'individu se construit au contact des autres. À l'âge adulte, c'est le milieu professionnel qui prend le relais.
- La **socialisation secondaire** correspond à la socialisation à l'âge adulte ; elle agit dans le prolongement de la socialisation primaire.

La socialisation n'est pas linéaire ; **l'identité sociale varie au cours du temps** du fait de la progression professionnelle, mais aussi du changement de statut familial ou des différents évènements de la vie.

Emile Durkheim propose, à travers ses travaux, la construction d'une méthode sociologique qui consiste à étudier les faits sociaux comme des objets extérieurs aux individus. C'est ce que l'on appelle aujourd'hui faire un travail de distanciation, ou un travail d'objectivation de la réalité sociale : le·la sociologue doit oublier sa subjectivité pour devenir objectif·ve.

---

[1] RIUTORT, Philippe. Précis de sociologie. 3e édition. Paris : PUF, 2014, p 159.

[2] « Chapitre 1 : Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ? », SES Noailles, 9 janvier 2021 https://www.ses-noailles.fr/cours/Partie-2-:-Sociologie-et-Science-Politique/Chapitre-1-:-Comment-la-socialisation-contribue-t-elle-a-expliquer-les-differences-de-comportement-des-individus (consulté le 04/10/2021).

Durkheim part de l'étude statistique du suicide pour construire sa méthode. Son objectif est de montrer que, au-delà des dimensions individuelles, le suicide est un fait social. Sa méthode reposant sur l'utilisation des statistiques, il commence par définir des indicateurs du suicide : le nombre annuel de décès par suicide, qu'il compare sur différents pays, le nombre annuel de décès par suicide rapporté au nombre d'habitant·es, etc.

Il recourt à la méthode dite des « variables concomitantes », que l'on nomme aujourd'hui « **analyse multivariée**[3] » et qui consiste à croiser différentes variables sociologiques afin de mesurer l'impact exercé par l'une sur l'autre (ou les autres). La première variable, dite variable expliquée ou variable dépendante, est la variable dont on étudie le niveau ou la valeur. Les variables indépendantes, ou explicatives, sont les variables susceptibles d'influencer le niveau de la variable expliquée. Il commence ainsi par étudier le taux de suicide (la variable expliquée) avec quatre variables indépendantes : le genre, l'âge, le statut familial, et le lieu d'habitation.

Il constate ainsi que « si le taux de suicide des hommes est nettement plus élevé que celui des femmes, en revanche le mariage paraît exercer un effet préventif plus grand sur les hommes[4] ». Ces différences significatives entre taux de suicide masculin et taux de suicide féminin ont amené Durkheim à prendre en compte le genre pour comprendre l'impact réel exercé par la famille sur les individus. De manière générale, c'est l'exploitation de ces données statistiques qui lui permet de livrer une analyse sociologique du suicide.

On constate ainsi le rôle de premier plan joué par les variables dites indépendantes, sans lesquelles il est impossible d'expliquer la variable dépendante. Les variables indépendantes principales sont la plupart du temps des données démographiques, qui donnent **des indications sur la structuration de la société**. Celle-ci n'étant pas un tout homogène, où l'ensemble des individus agit et pense de la même façon, il est indispensable d'obtenir ces informations dans le cadre d'une enquête. Sans ces données démographiques, il est impossible de savoir d'où parlent les individus et donc d'expliquer les réponses qu'ils ont apportées.

[3] RIUTORT, *op. cit.*, p. 104.
[4] *Ibid.*, p. 103.

L'ENQUÊTE « LA RENTRÉE D'APRÈS » : CONSTRUCTION MÉTHODOLOGIQUE DU QUESTIONNAIRE ET ANALYSE DES RÉSULTATS

1) Le choix des thématiques

Animafac est un **réseau d'associations étudiantes généraliste**, ce qui signifie qu'il rassemble des associations ayant des thématiques diverses. Le sujet principal porté par le réseau est celui de la vie associative étudiante, qui est l'une des thématiques du projet.

Les autres thématiques abordées au sein du projet sont celles portées par les réseaux associatifs étudiants partenaires : le rapport aux médias et à l'information, le rapport à la citoyenneté et à la démocratie, la santé mentale, l'Europe, les questions environnementales et climatiques, la solidarité et la mobilité internationale.

L'enquête a été construite avec l'ensemble des réseaux afin que les thématiques y soient représentées et que les questions posées soient pertinentes.

2) Le choix des données démographiques

Dans notre enquête, nous avons choisi les données démographiques suivantes : le genre, le niveau d'études, l'origine démographique et l'origine sociale.

Dans ce rapport, nous nommerons « femme » les personnes s'étant déclarées de genre féminin dans l'enquête, et nous nommerons « homme » les personnes s'étant déclarées de genre masculin. Nous parlerons également de genre et non pas de sexe. Bien que ce dernier terme continue d'être le plus usité dans ce type d'enquête, il ne nous semble pas adéquat. De plus, 25 personnes ayant répondu à l'enquête ont indiqué être non-binaires. Certaines analyses spécifiques apparaîtront donc dans ce rapport.

Le rôle du genre, de l'origine sociale, du lieu d'habitation et du niveau de diplôme dans les trajectoires des individus

Au cours du processus de socialisation, notamment primaire, les filles et garçons ne sont pas socialisé·e·s de la même manière, ce qui les conduit à intérioriser des stéréotypes de genre. La société n'ayant pas les mêmes idées, les mêmes attentes vis-à-vis des filles et des garçons, cela va se ressentir dans le processus de

socialisation primaire : on va valoriser la force et le courage chez les garçons, là où les filles vont intérioriser qu'elles doivent être belles et sages[5].

La transmission de ces normes et valeurs genrées a un impact sur la vie des individus puisqu'elles entraînent des inégalités importantes, en particulier pour les femmes, tout au long de leur vie. Elles sont ainsi plus nombreuses dans la population étudiante et plus diplômées que les hommes mais leur insertion professionnelle est nettement moins favorable : elles occupent moins souvent un emploi à durée indéterminée et plus souvent un emploi à temps partiel[6].

Le milieu social des individus, déterminé par la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) des parents, agit également sur le processus de socialisation. Les travaux, notamment ceux de Pierre Bourdieu, démontrent une grande influence de l'héritage familial dans les choix et actions des individus. Ainsi, au-delà de la richesse économique, chaque personne hérite d'un nom de famille, d'un niveau culturel, d'un réseau de relations, qui sont autant de patrimoines, qualifiés par Bourdieu de « capitaux ». Il analyse l'héritage comme un vecteur de reproduction de la hiérarchie sociale.

Cela se constate à l'école, la réussite scolaire étant corrélée à l'origine sociale : **plus les enfants sont issus d'une origine sociale élevée dans la hiérarchie sociale, plus ils ont de chances de réussir scolairement**. Ces inégalités s'expliquent par le fait que les enfants de milieux favorisés ont intériorisé dès le plus jeune âge des normes et des valeurs, un capital culturel valorisé à l'école (langage soutenu, jeux éducatifs, loisirs culturels (lecture, musée, cinéma, théâtre, etc.)), que ne possèdent pas les enfants issus de milieux plus populaires. Ces différences deviennent des inégalités du fait que la culture valorisée à l'école est celle issue des personnes de milieux favorisés. Le milieu social joue donc un rôle dans les différence de réussite scolaire[7].

Ces disparités perdurent tout au long du processus de formation des individus, puisque l'on constate que les enfants de cadres, professions intermédiaires ou indépendant·es sont plus nombreux·ses à obtenir le baccalauréat, à poursuivre dans l'enseignement supérieur et à en être diplômé·e·s[8]. On constate également des différences entre jeunes ruraux·ales et jeunes urbain·e·s : moins de la moitié des

---

[5] « Chapitre 1 : Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ? », *op. cit*.

[6] Sous la direction de Kabla-Langlois I, « État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France n°14 », Sous-Direction des systèmes d'information et des études statistiques, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation, 21 avril 2021, https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/ (consulté le 04/10/21), page 6.

[7] « Chapitre 1 : Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ? », *op. cit*.

[8] « État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France n°14 », *op. cit.*, p 6.

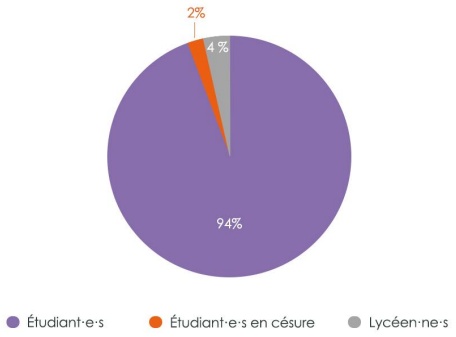
18-24 ans issu·es de zones rurales sont en études, et celles-ci sont généralement plus courtes[9].

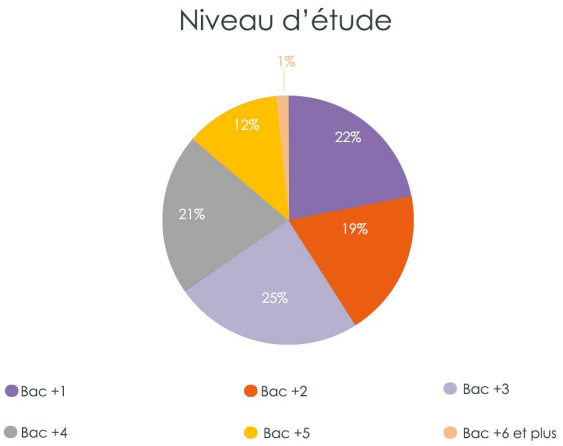
Les diplômes ayant un impact important sur les carrières professionnelles des individus, l'opposition existante entre diplômé·e·s et non-diplômé·e·s est particulièrement marquée[10].

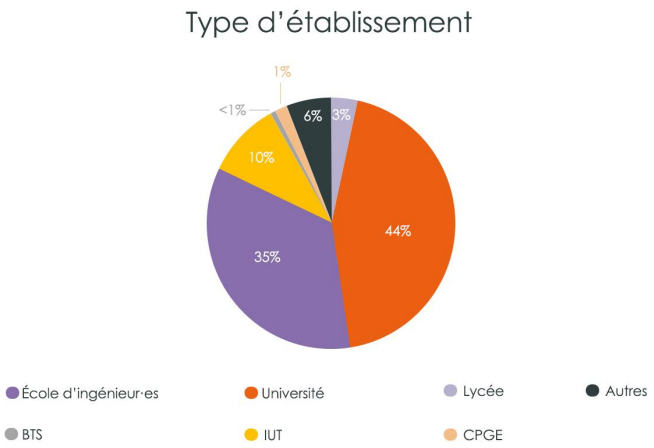
3) L'analyse statistique des résultats

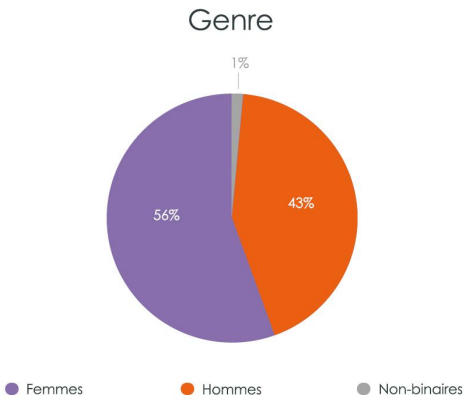
Qui sont les répondant·e·s à La Rentrée d'après ?

1508 réponses, dont :









[9] PINEL, Laurence. Etudes, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ? », Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, numéro 1155, juillet 2020. https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/er1155.pdf (consulté le 04/10/21).

[10] CHEVALIER, Tom, LONCLE, Patricia. Une jeunesse sacrifiée ? Paris : PUF, 2021, p. 18.

La pondération des données consiste à accorder un poids à chacun·e des répondant·e·s en fonction de ses caractéristiques, en lien avec une sur ou sous-représentation de certain·e·s répondant·e·s par rapport à la population de référence.

Le mode de passation a engendré un biais en ce qui concerne le type d'études des répondant·e·s : les étudiant·e·s en écoles d'ingénieur·e·s sont notamment surreprésenté·es, quand celles et ceux en STS (Section de Technicien Supérieur) ou encore en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) sont sous-représenté·e·s. Ces écarts sont trop importants pour pondérer en fonction du type d'études, ce qui signifie que ces deux variables peuvent être étudiées, mais indépendamment l'une de l'autre. Il n'est donc pas possible de croiser le type d'études avec le niveau d'études.

PROPOS INTRODUCTIF : JEUNESSE, DE QUOI PARLE-T-ON ?

1) Qu'est-ce que la jeunesse ?

Pour Olivier Galland, la jeunesse correspond à la phase de préparation à l'âge adulte, bornée par différentes caractéristiques : fin des études, début de la vie professionnelle, départ du domicile parental, mise en couple et arrivée d'un enfant[11]. **La jeunesse est donc perçue comme un passage permettant de devenir adulte, passage qui commence plus tôt et se termine plus tard qu'auparavant d'après le sociologue**[12].

Étudier la jeunesse peut se faire selon deux perspectives différentes. La première consiste à dire que la jeunesse correspond à un certain âge au cours du cycle de vie, à laquelle correspond également une situation. Cette perspective suppose qu'en vieillissant, la situation évolue. Mais la jeunesse peut également être perçue sous l'angle générationnel, qui consiste à « situer une personne par rapport à son année de naissance[13] ». Cette deuxième perspective permet de comparer les individus en fonction de l'époque ; on accorde ainsi plus d'importance à la période et donc au contexte, qu'il soit social, économique ou politique.

Cela permet donc de comparer la jeunesse d'aujourd'hui avec celle des générations précédentes. Les études montrent ainsi que les jeunes sont plus exposé·es aux difficultés économiques et sociales depuis 1970, mais également plus impacté·es par le chômage et la pauvreté. C'est aussi la population la plus touchée par les crises en général, et la crise économique et sociale qui suit la crise sanitaire de covid-19 n'a pas fait exception. Les conséquences sont directes : les jeunes en emploi occupent plus souvent des emplois précaires, et l'âge moyen d'accès au CDI recule, ayant pour conséquence « de retarder un certain nombre d'étapes caractéristiques de l'installation dans l'âge adulte[14] ». **Il y a donc des inégalités qui se creusent au détriment des jeunes.**

Cependant, **les études montrent aussi que les inégalités ne sont pas seulement entre générations (intergénérationnelles), mais également au sein d'une même génération (intra-générationnelles**). Ainsi, si l'imaginaire collectif veut que les individus nés dans les premières années du baby-boom aient tous plus que bien

[11] GALLAND, Olivier. Sociologie de la jeunesse. Paris : A. Colin, 2004.
[12] ANÉ, Claire. « La jeunesse débute plus tôt et se termine plus tard qu'avant », Le Monde, 27 octobre 2017. https://www.lemonde.fr/campus/article/2017/10/27/la-jeunesse-debute-plus-tot-et-se-termine-plus-tard-qu-avant_5206969_4401467.html (consulté le 11/10/21).
[13] Une jeunesse sacrifiée, op. cit., p. 6.
[14] *Ibid.*, p. 25.

vécu, cette génération est en réalité très hétérogène : en 2017, on recensait plus d'un million de personnes retraitées vivant sous le seuil de pauvreté.

Il en va de même pour la jeunesse, que l'on a tendance à homogénéiser, « alors qu'elle est diverse et traversée de multiples lignes de clivages, à l'image de la société dans son ensemble[15] ».

2) Une jeunesse plurielle

L'une des représentations dominantes de la jeunesse est celle d'une jeunesse étudiante, visible de par les actions qu'elle peut mener, mais aussi grâce aux corps intermédiaires présents pour la représenter[16]. Pourtant, tout·es les jeunes ne sont pas étudiant·e·s, loin de là : en 2018, 47 % des 25-34 ans étaient diplômé·e·s de l'enseignement supérieur.

La jeunesse, c'est aussi celle des territoires ruraux, qui représentait 3,2 millions de 15-29 ans en 2015, mais aussi celle des « décrocheurs·ses », ni en études, ni en formation, et avec un faible niveau de diplôme, de l'ordre de 8,2 % en 2019. Les inégalités existent aussi au sein des jeunes en études supérieures : parmi les diplômé·e·s de l'enseignement supérieur long, 65 % étaient enfants de cadre ou professions intellectuelles supérieures, 16 % des jeunes issu·e·s d'un milieu ouvrier[17]. On constate des différences d'accès à l'enseignement supérieur en fonction du milieu social d'origine, différences que l'on retrouve également dans les filières choisies ou les établissements. Il n'y a donc pas une, mais des jeunesses.

En tant qu'association étudiante, notre public est majoritairement étudiant, ce qui transparaît dans les résultats de notre consultation, bien que celle-ci se soit adressée à l'ensemble des jeunes, lycéen·ne·s inclus·e·s.

[15] *Ibid.*, p. 6.
[16] *Ibid.*, p. 6.
[17] Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). Les chiffres clés de la jeunesse 2021. Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA). Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, p. 8.

LES RÉSULTATS

1) Les impacts de la crise

A. Une augmentation de la précarité chez les jeunes

a. L'apparition voire l'aggravation de difficultés financières

Si la précarité étudiante n'est pas un sujet nouveau, la crise sanitaire a contribué à le mettre en lumière et à en aggraver les conséquences. La consultation La Rentrée d'Après révèle ainsi que pour celles et ceux n'ayant pas de difficultés financières avant la crise, **celle-ci en a engendré chez 14 % des répondant·e·s et chez 30 % des étudiant·e·s de nationalité étrangère.** Les étudiant·e·s internationaux·ales connaissaient davantage de difficultés financières avant la crise (38 % contre 22 % en moyenne, dont 13 % d'importantes [4 % en moyenne]). Ils·elles avaient un peu plus souvent un job étudiant, et sont un peu plus nombreux·ses à ne pas avoir pu le conserver (14 % contre 6 %). Ils·elles sont alors plus nombreux·ses à déclarer un effet important sur leur situation financière.

Ces chiffres sont corroborés par l'enquête de l'Observatoire de la vie étudiante menée suite au premier confinement[18] : un tiers des étudiant·e·s indiquaient avoir fait face à des difficultés financières pendant cette période et parmi elles·eux, un·e sur deux estimait qu'elles étaient plus importantes que d'habitude. Les plus touché·e·s sont les étudiant·e·s les plus éloigné·e·s, indépendant·e·s de leur famille, ainsi que les étudiant·e·s étrangers·ères.

b. Le recours à une aide alimentaire extérieure

Les difficultés des jeunes pour se nourrir pendant la période ont été relayées à de nombreuses reprises par les médias. Beaucoup d'associations, et notamment d'associations étudiantes, ont donc multiplié leurs interventions. Certaines initiatives se sont même développées à cette période afin de répondre à un besoin grandissant et urgent.

[18] BELGHITH, Feres, FERRY, Odile, PATROS, Théo, TENRET, Élise. La vie étudiante au temps de la pandémie de covid-19 : incertitudes, transformations et fragilités. Observatoire de la vie étudiante, n°42, septembre 2020. http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2020/09/OVE-INFOS-42-La-vie-etudiante-au-temps-du-COVID-19.pdf

27 % des répondant·e·s à l'enquête indiquaient avoir eu recours à une aide alimentaire, dont 6 % de manière fréquente. La plupart ont été aidé·e·s par les CROUS, par une association ou par leur famille.

Dans son enquête menée fin 2020, l'association étudiante CO'P 1 Solidarités Etudiantes, qui s'est créée en octobre 2020 pour répondre aux besoins alimentaires des jeunes et étudiant·e·s, relève que 79 % des répondant·e·s ont eu recours à une aide alimentaire pour la toute première fois à la rentrée universitaire 2020-2021, et qu'un·e étudiant·e sur deux estime ne pas avoir mangé à sa faim de façon répétée depuis le début de l'année universitaire[19]. L'Observatoire de la vie étudiante dresse un constat similaire puisque 56 % des étudiant·e·s ayant rencontré des difficultés financières indiquent que leur principale inquiétude concerne les dépenses d'ordre alimentaire[20].

Du côté des étudiant·e·s internationaux·ales, ils·elles sont 40 % à déclarer, dans la *Rentrée d'après*, avoir eu recours à une aide alimentaire extérieure depuis le début de la crise sanitaire, contre 27 % des étudiant·e·s de nationalité française : on constate de nouveau que ce public a été particulièrement impacté[21]. Ainsi, parmi les étudiant·e·s en mobilité[22], 46 % y ont eu recours, dont 28 % très fréquemment.

B. Des jeunes en mauvaise santé

a. Un impact négatif de la crise sur le moral des répondant·e·s

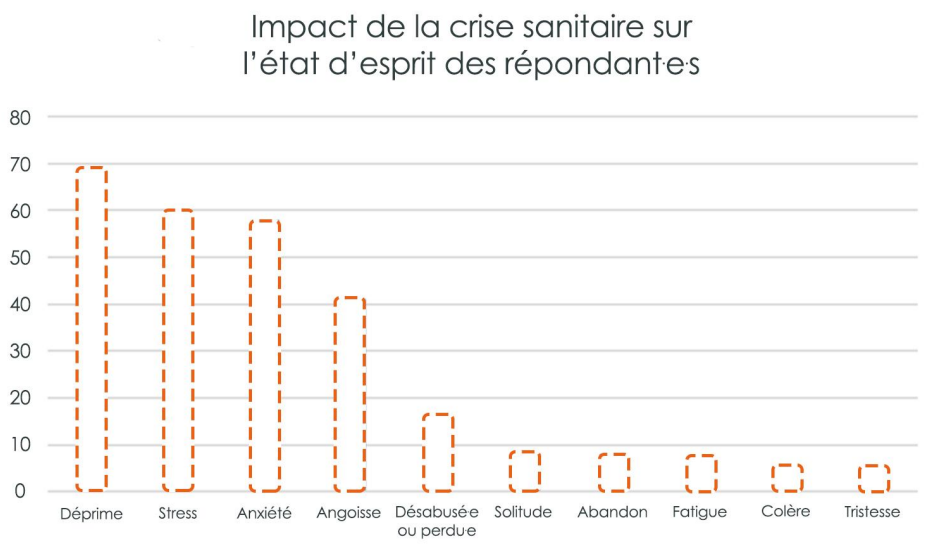
La santé des jeunes et étudiant·e·s s'est dégradée en raison de la crise sanitaire, comme l'indique le graphique ci-dessous. Ils et elles sont ainsi **85 % à déclarer que la crise a eu un impact négatif sur leur moral**.

[19] COP'1 Solidarités étudiantes. Enquête sur les étudiantes et étudiants bénéficiaires de colis alimentaires. 2020. http://cop1.fr/wp-content/uploads/2021/05/ETUDE-Cop1-Complete-65p.pdf (consulté le 11/10/21).

[20] La vie étudiante au temps de la pandémie de covid-19 : incertitudes, transformations et fragilités, *op. cit.*, p. 6.

[21] NUNÈS, Eric. « Précarité, solitude… l'annus horribilis des étudiants étrangers en France », Le Monde, 18 mai 2021, https://www.lemonde.fr/campus/article/2021/05/18/precarite-solitude-l-annus-horribilis-des-etudiants-etrangers-en-france_6080515_4401467.html (consulté le 04/10/2021).

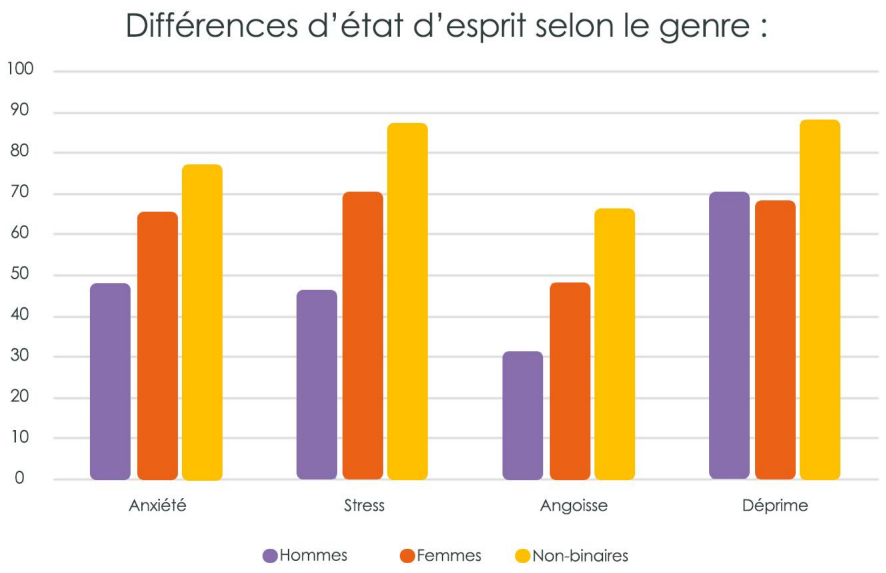
[22] Le faible nombre d'étudiant·e·s en mobilité dans l'enquête « La Rentrée d'après » invite néanmoins à la prudence dans l'interprétation des résultats.



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Personnes ayant répondu « oui » à la question « La crise sanitaire a-t-elle eu un impact sur votre moral ? ».

Lecture : 69 % des répondant·e·s se sentent déprimé·e·s, 60 % stressé·e·s, 58 % anxieux·ses, 41 % angoissé·e·s, 16 % désabusé·e·s ou perdu·e·s, 8% seul·e·s, 8% abandonné·e·s, 7 % fatigué·e·s, 5 % triste, 5 % en colère. Seuls les quatre premiers items étaient proposés, les suivants sont issus du recodage car une réponse « autre » était disponible.



Enquête - La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Ensemble des répondant·e·s.

Lecture : Les personnes se définissant comme non-binaires sont près de 90 % à déclarer se sentir déprimées.

Les hommes déclarent un niveau de bien-être légèrement supérieur à celui des femmes (29 % mauvais ou très mauvais, contre 34 % pour les femmes). Ce niveau de bien-être est quant à lui très mauvais chez les personnes non-binaires (45 % très mauvais, 15 % mauvais, 36 % moyen[23]).

Les femmes sont plus anxieuses que les hommes (65 % contre 47 % ; 87 % non-binaires) mais aussi plus stressées (70 % contre 46 % ; 77 % non-binaires). Elles ne sont pas plus déprimées (68 % contre 70 % ; 88 % non-binaires) mais sont plus angoissées (48 % contre 31 % ; 66 %) et se sentent plus souvent isolées (11 % jamais contre 20 % des hommes).

Le baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020 relève aussi que **« l'état d'esprit du jeune varie fortement selon son sexe[24] »** : les hommes seraient ainsi « bien plus imprégnés d'un état d'esprit globalement positif (58 %) que les femmes (47 %) ». L'enquête internationale COH-FIT, citée dans le rapport de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse[25], montre que la crise a augmenté le niveau de stress, la sensation de solitude ou de colère, en particulier chez les femmes et les jeunes.

b. Un arrêt de l'activité physique et une dégradation de l'alimentation

En amont de la crise sanitaire, 53 % des répondant·e·s faisaient du sport régulièrement, 23 % occasionnellement. Parmi ces étudiant·e·s sportif·ve·s, 51 % ont totalement arrêté, 27 % en font moins fréquemment. **Parmi ces personnes ayant arrêté ou freiné leur activité physique, ils et elles sont 90 % à penser que cela a eu un effet sur leur santé**, dont 39 % à estimer que cela a eu un effet important. Une étude parue le 5 janvier 2021 dans le *British Journal of Sport Medicine*[26] soulignait que l'activité physique réduisait le risque de dépression, et que plus le niveau d'activité augmentait, plus le risque de dépression était faible. La baisse de l'activité physique due au confinement a donc pu sensiblement impacter le niveau de bien-être des jeunes, et de la population dans sa globalité.

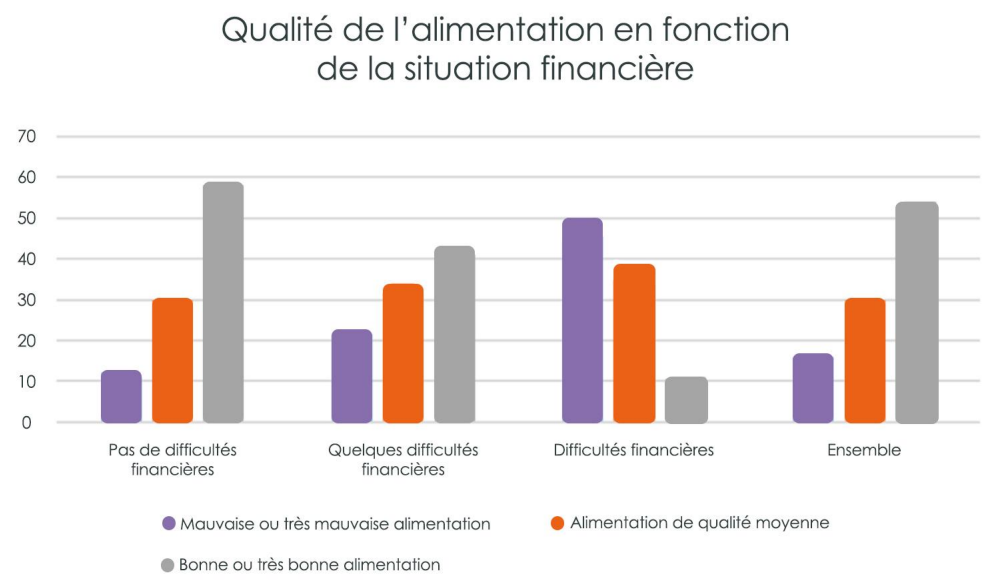
---

[23] Le faible nombre de répondant·e·s, 25, invite à la prudence dans l'interprétation des résultats.

[24] BRICE MANSENCAL, Lucie, COULANGE, Manon, MAES, Colette, MÜLLER, Jorg (CREDOC). Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020. Avec la collaboration de BAILLET, Julie, GUISSE, Nelly, HOIBIAN, Sandra, JAUNEAU-COTTET, Pauline, MILLOT, Charlotte. INJEP Notes & rapports/rapport d'étude, 2020, p. 20.

[25] *Ibid*., p. 48.

[26] DISHMAN, Rodney K, MC DOWELL, Cillian P, PAYTON HERRING, Matthew. Customary physical activity and odds of depression: a systematic review and meta-analysis of 111 prospective cohort studies. Br J Sports Med, 2021.



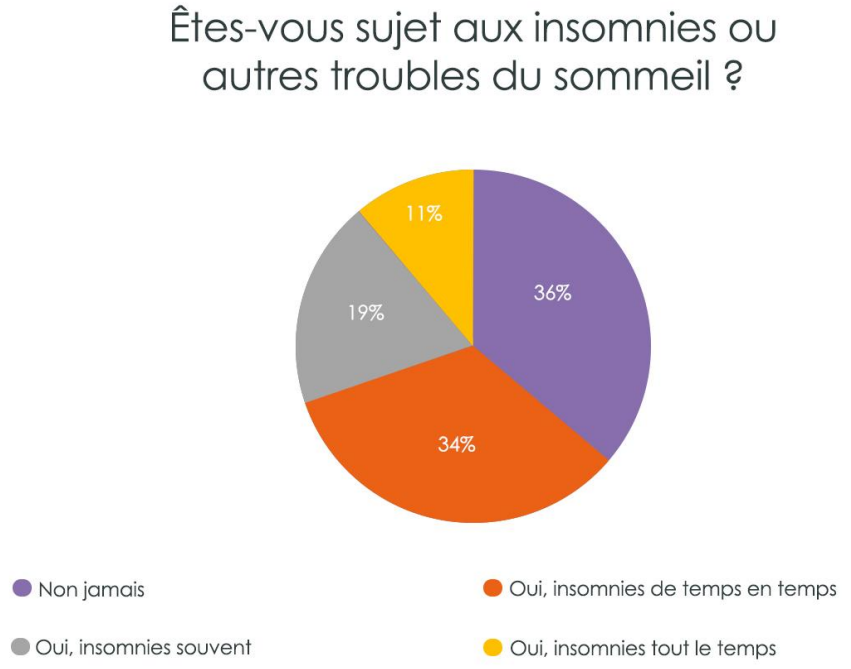
Enquête : La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : Parmi les répondant·e·s ayant quelques difficultés financières, 23 % déclarent avoir eu une mauvaise ou une très mauvaise alimentation pendant la crise

Les répondant·e·s en situation de précarité et celles et ceux dont les parents sont ouvriers·ères déclarent plus souvent avoir une alimentation de faible qualité, tandis que les lycéen·ne·s sont la population qui indique le plus avoir une (très) bonne alimentation. On peut supposer que cela est dû au fait qu'ils et elles vivent plus souvent chez leurs parents, ce qui leur donne accès à une nourriture de meilleure qualité.

Le rapport de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse relevait qu'une baisse de l'activité physique et donc une hausse de la sédentarité étaient à déplorer. Il en va de même pour l'alimentation qui s'est dégradée, d'un point de vue nutritionnel mais aussi en termes de quantité[27], en particulier au sein des catégories populaires[28].

[27] BUFFET, Marie-George, MÖRCH, Sandrine. Rapport fait au nom de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse. Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 16 décembre 2020, p. 41.
[28] *Ibid.*, p. 39.

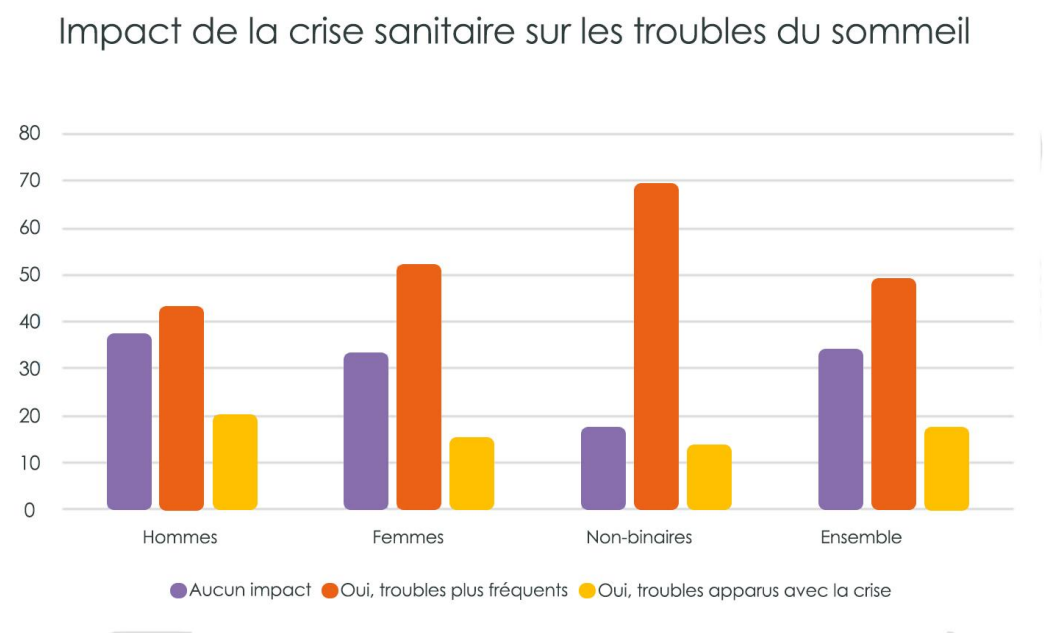
c. L'apparition de troubles



Enquête : La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 34 % des répondant·e·s ont déclaré avoir eu des insomnies de temps en temps pendant la crise sanitaire

11 % des répondant·e·s à l'enquête « La Rentrée d'Après » ont indiqué avoir des insomnies tout le temps pendant la période de crise sanitaire. Parmi elles et eux, ces troubles sont apparus à cette période pour 17 %, tandis que ces phénomènes se sont amplifiés pour 49 % des répondant·e·s.

Les femmes sont plus touché·e·s puisqu'elles sont 70 % à déclarer que cela leur arrive au moins de temps en temps, contre 54 % pour les hommes. Ce chiffre atteint 91 % pour les personnes non-binaires. Il en va de même pour les plus précaires, pour qui la crise a davantage aggravé ces troubles (64 %) qu'elle ne les a fait apparaître (12 %).



Enquête : La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 52 % des femmes ont indiqué que leurs troubles du sommeil ont été plus fréquents avec la crise sanitaire

Le baromètre DJEPVA de la jeunesse 2020 indique qu'en avril de cette même année, « les jeunes restaient plus nombreux que leurs aînés à faire état d'un certain nombre de troubles : des maux de tête (43 %, + 18 points), de la nervosité (32 %, + 9 points) ou un état dépressif (20 %, + 9 points par rapport aux personnes âgées de plus de 30 ans)[29] ».

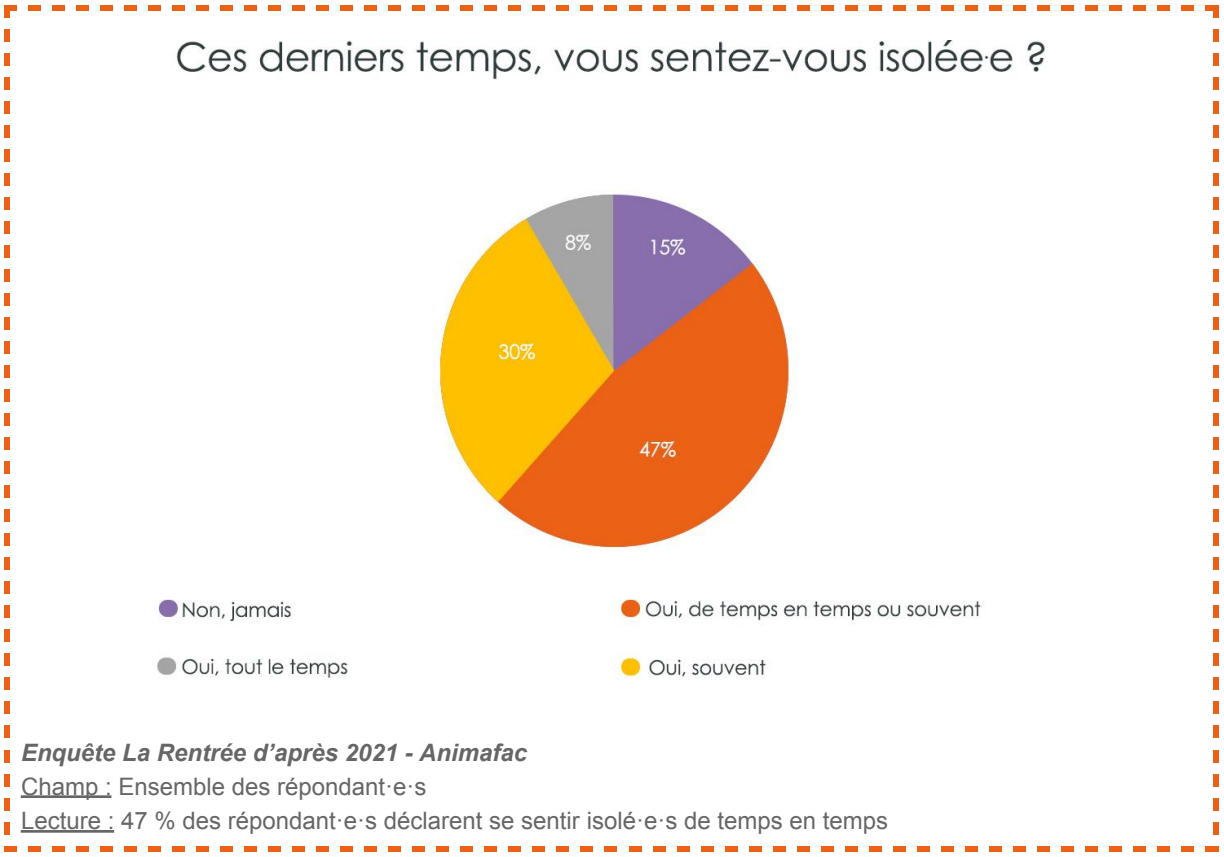
Dans le même temps, 24 % des jeunes déclaraient moins faire attention à leur santé depuis la crise sanitaire, en particulier les jeunes dont les parents sont ouvriers·ères (38 %) ou ayant des difficultés financières (34 %).

d. Un fort sentiment d'isolement

À la question « Ces derniers temps, vous sentez-vous isolé·e ? », 30 % des répondant·e·s déclarent que cela arrive souvent, 47 % de temps en temps. Ce sentiment est unanimement partagé, indépendamment du type de logement occupé par les répondant·e·s. Les jeunes vivant seul·e·s ne déclarent pas plus souvent un impact négatif de la crise sur leur moral, ni d'anxiété, de stress, de déprime ou d'angoisse, mais **sont en revanche un peu plus nombreux·ses à déclarer se sentir isolé·e·s**. L'enquête COCONEL de l'INED conforte ces données, avec 46 %

[29] Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020, *op. cit.*, p. 28.

des 18-24 ans resté·e·s dans leur logement habituel pendant le confinement déclarant se sentir isolé·e·s[30].

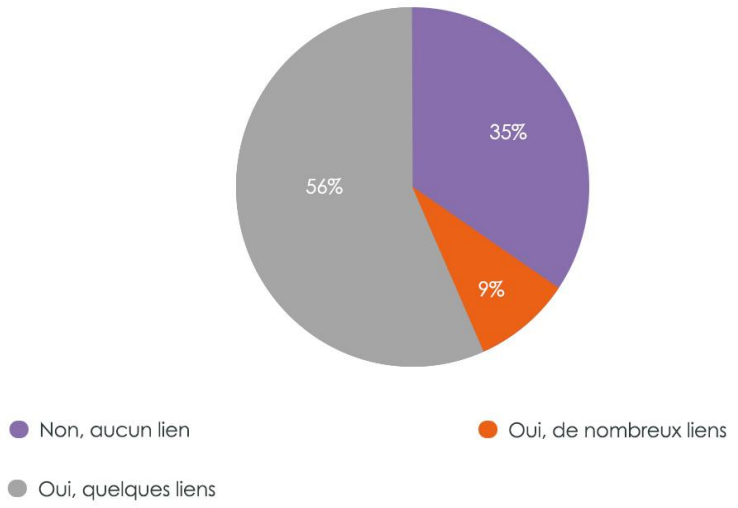


Le baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020 souligne de son côté que les jeunes sont « la classe d'âge la plus atteinte par cette solitude lors du confinement[31] ». 39 % des 18-30 ans indiquaient que le confinement avait provoqué chez elles et eux une sensation de solitude plus importante que d'habitude.

Une nouvelle fois, **les étudiant·e·s étrangers·ères sont plus nombreux·ses à déclarer avoir souffert de l'isolement**, sentiment qui a pu s'accentuer avec la crise sanitaire les ayant empêché de regagner leur domicile familial, leur département ou pays d'origine[32].

[30] *Ibid.*, p. 27.
[31] *Ibid.*, p. 27.
[32] Rapport fait au nom de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse, *op. cit.*, p. 54.

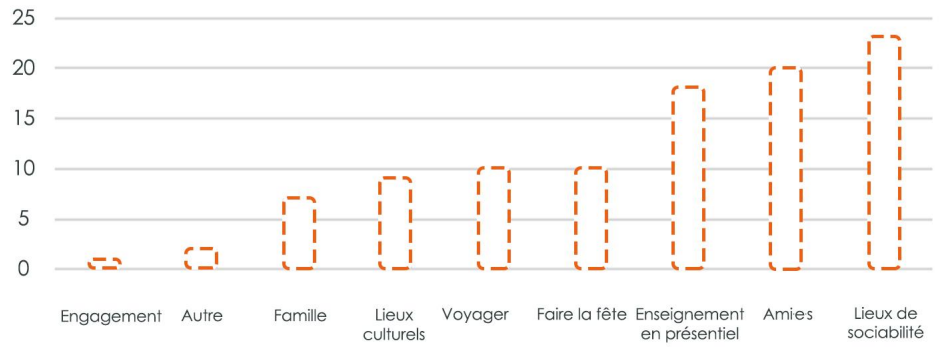
Avez-vous réussi à créer de nouveaux liens avec d'autres étudiant·e·s ou lycéen·ne·s de votre cursus cette année ?



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 35 % des répondant·e·s indiquent ne pas avoir réussi à créer de nouveaux liens cette année

Plus du tiers des répondant·e·s indiquaient ne pas avoir créé de nouveaux liens cette année, mais également que **ce qui a le plus manqué, ce sont les lieux de sociabilité (23 %), les ami·e·s (20 %) et les enseignements en présentiel (18 %).** Il est intéressant de souligner que plus le niveau d'études décroît et moins le présentiel est évoqué comme premier manque.

Ce qui a le plus manqué aux répondant·e·s pendant la crise :

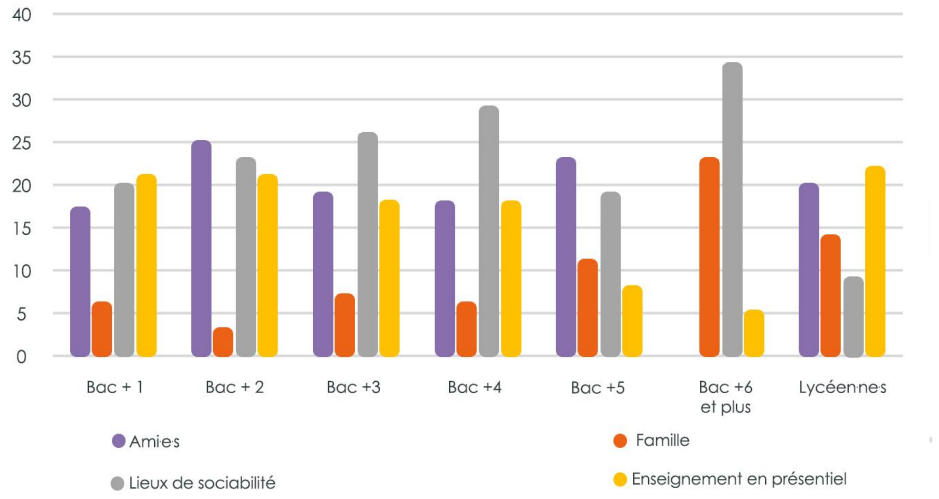


Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Ensemble des répondant·e·s

Lecture : 23 % des répondant·e·s indiquent que ce qui leur a le plus manqué pendant la crise, ce sont les lieux de sociabilité

Ce qui a le plus manqué aux répondant·e·s pendant la crise, en fonction de leur niveau d'étude :

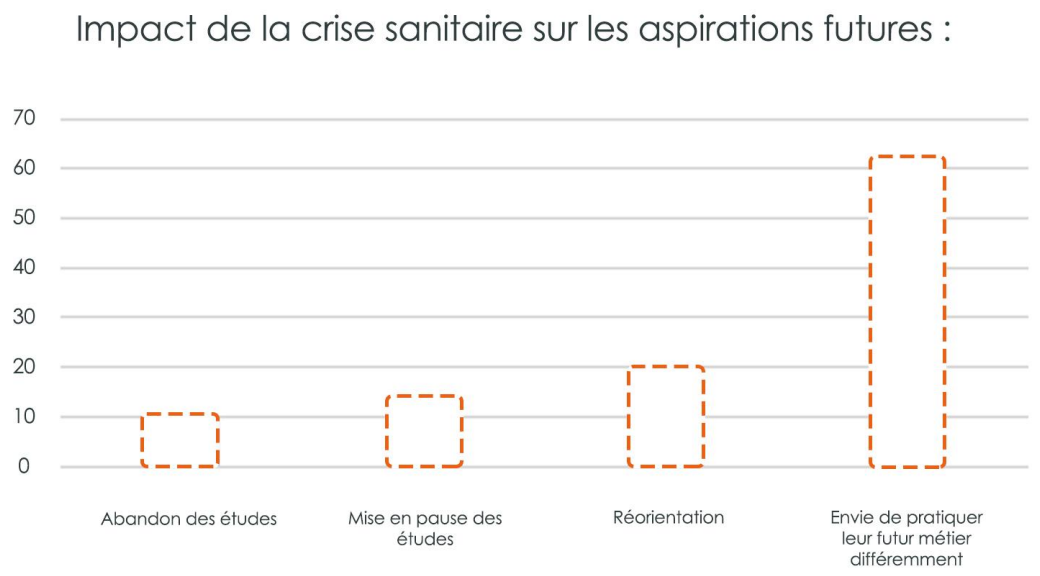


Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Ensemble des répondant·e·s

Lecture : Les répondant·e·s de niveau bac +4 sont 29 % à déclarer que ce qui leur a le plus manqué pendant la crise, ce sont les lieux de sociabilité

C. Le sentiment de faire partie d'une génération sacrifiée



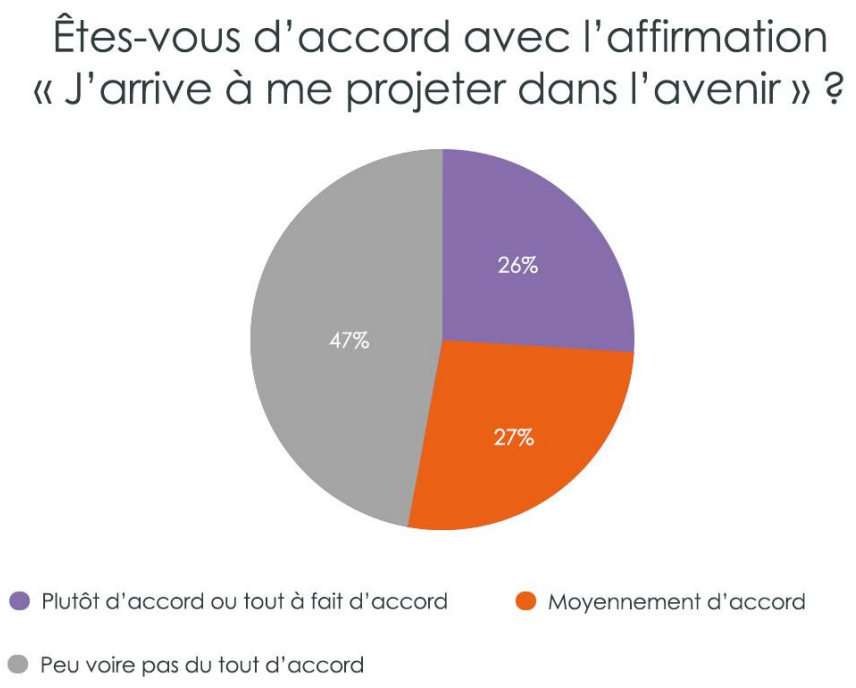
Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Les personnes ayant répondu « oui » à la question « La crise sanitaire a-t-elle impacté vos aspirations futures ? » (35 % des répondant-e-s)

Lecture : 14 % des personnes ayant indiqué que la crise sanitaire a impacté leurs aspirations futures déclarent mis en pause leurs études

35 % des répondant·e·s déclarent que la crise a eu un impact sur leurs aspirations futures. Parmi elles·eux, 20 % évoquent la réorientation, 14 % la mise en pause des études, 10 % l'abandon et 62 % une envie de pratiquer leur futur métier différemment.

40 % ont eu un projet de mobilité modifié ou empêché par la crise sanitaire. Une grande majorité (74 %) de celles et ceux qui ont vu leur mobilité maintenue, en présentiel ou à distance, déclarent ne pas avoir été accompagné·es afin de préparer ce changement.



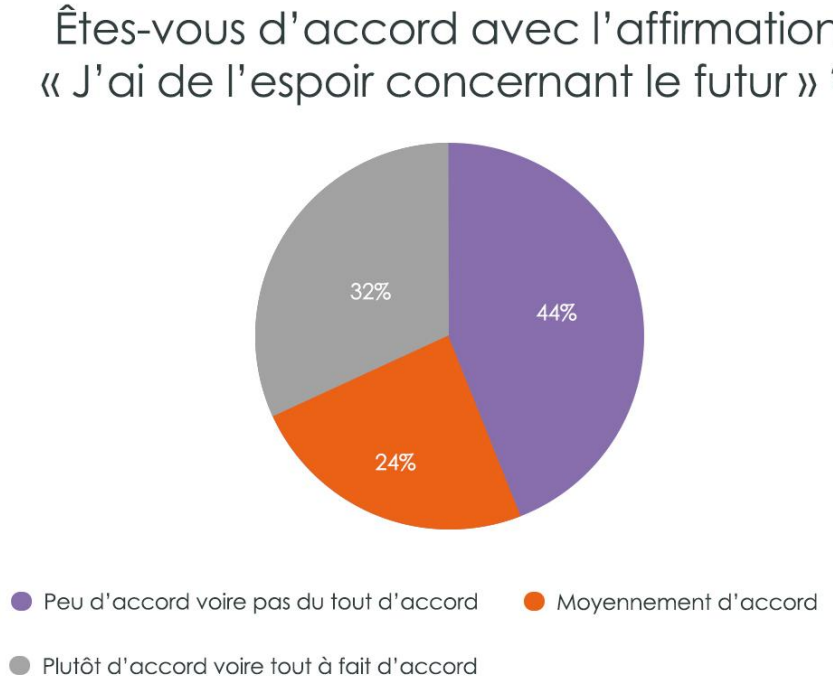
Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas du tout d'accord » (21,74 %) et « peu d'accord » (25,25 %) ont été regroupées, ainsi que les réponses « plutôt d'accord » (17,2 %) et « tout à fait d'accord » (9,2 %).
Lecture : 47 % des répondant·e·s déclarent ne pas réussir à se projeter dans l'avenir

47 % des répondant·e·s indiquent ne pas réussir à se projeter dans l'avenir (22 % n'y arrivent pas du tout, 25 % peu). Le Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020 relève que pendant le confinement, 10 % des jeunes de 18 à 30 ans demeuraient très confiant·es et 50 % assez confiant·es en leur avenir, soit bien plus que les plus de 30 ans (42 %, dont 4 % de très confiant·es)[33].

Le Baromètre indique également qu'avant le premier confinement, le niveau de confiance dans l'avenir des jeunes de 18 à 30 ans était plus important que l'année précédente (+ 5 points)[34]. Ces chiffres ayant été collectés au moment du premier confinement ou juste avant, une bonne année les séparent des résultats de la *Rentrée d'après*, ce qui peut en expliquer les différences. Cela amène d'ailleurs les auteurs et autrices du Baromètre de la DJEPVA à esquisser l'hypothèse que « cette attitude encore positive pourrait masquer une forme de sidération de la jeunesse, qui ne réalise pas dans un premier temps que des problèmes pourraient la toucher de manière personnelle et durable alors même que 39 % des 18-24 ans avaient déjà

[33] Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020, *op. cit.*, p. 31.
[34] *Ibid.*, p. 16.

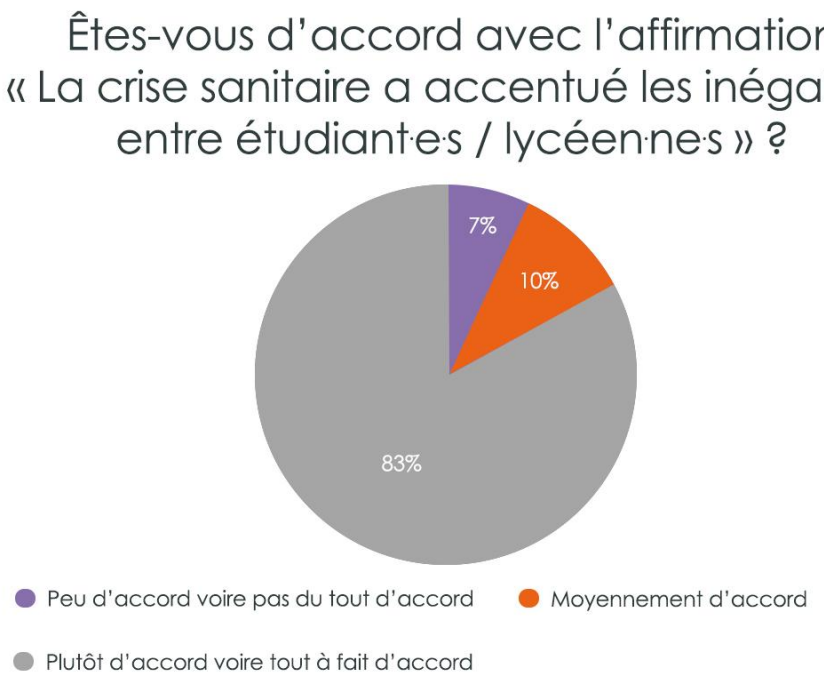
constaté une perte de revenus durant le confinement[35]. L'optimisme des jeunes a pour partie résisté à la période de confinement, qui a même fait reculer certaines de leurs inquiétudes en leur accordant la possibilité de se recentrer sur les domaines essentiels à leur vie[36] ».



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas du tout d'accord » (17,85 %) et « peu d'accord » (26,04 %) ont été regroupées, ainsi que les réponses « plutôt d'accord » (20,05 %) et « tout à fait d'accord » (11,71 %).
Lecture : 44 % des répondant·e·s déclarent ne pas avoir d'espoir dans le futur

L'analyse de la DJEPVA se terminait avec la crainte « que cette vague de positivité ne soit balayée par les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire et que les angoisses des jeunes ne reviennent en force, une fois les difficultés réalisées[37] ». C'est exactement ce que montrent les résultats de la Rentrée d'après, avec **plus de 44 % des répondant·e·s disant ne pas avoir espoir dans le futur** (18 % n'ont pas du tout d'espoir et et 26 % peu).

[35] PIETRALUNGA Cédric, LEMARIE Alexandre, ZAPPI Sylvia, CARRIAT Julie, « "Il faut des mesures d'urgence" : les responsables politiques redoutent une révolte de la jeunesse », Le Monde, 13 juin 2020 ; LAMBERT Anne, CAVOUETTE-REMBLIERE Joanie, GUERAUT Élie, BONVALET Catherine, GIRARD Violaine, LE ROUX Guillaume, LANGLOIS Laetitia, « Logement, travail, voisinage et conditions de vie : ce que le confinement a changé pour les Français », COCONEL, Note de synthèse n° 10, vague 6, INED, mai 2020.
[36] Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020, *op. cit.*, p. 33.
[37] *Ibid.*, p. 33.



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas du tout d'accord » (3,64 %) et « peu d'accord » (3,49 %) ont été regroupées, de même pour les réponses « plutôt d'accord » (30,93 %) et « tout à fait d'accord » (52,06 %).
Lecture : 83 % des répondant·e·s estiment que la crise sanitaire a accentué les inégalités entre étudiant·e·s/lycéen·ne·s

83 % des étudiant·e·s sont plutôt d'accord (31%) ou tout à fait d'accord (52%) pour dire que la crise sanitaire a accentué les inégalités entre étudiant·e·s. ils et elles sont également **64 % à avoir le sentiment de faire partie d'une génération sacrifiée**. La partie introductive de ce rapport a souligné que les inégalités entre générations devenaient de plus en plus importantes, en raison notamment d'une dégradation des indicateurs économiques depuis les années 80[38]. La norme n'est plus celle du progrès générationnel, c'est-à-dire d'une amélioration constante des conditions de vie, mais plutôt au déclassement générationnel.

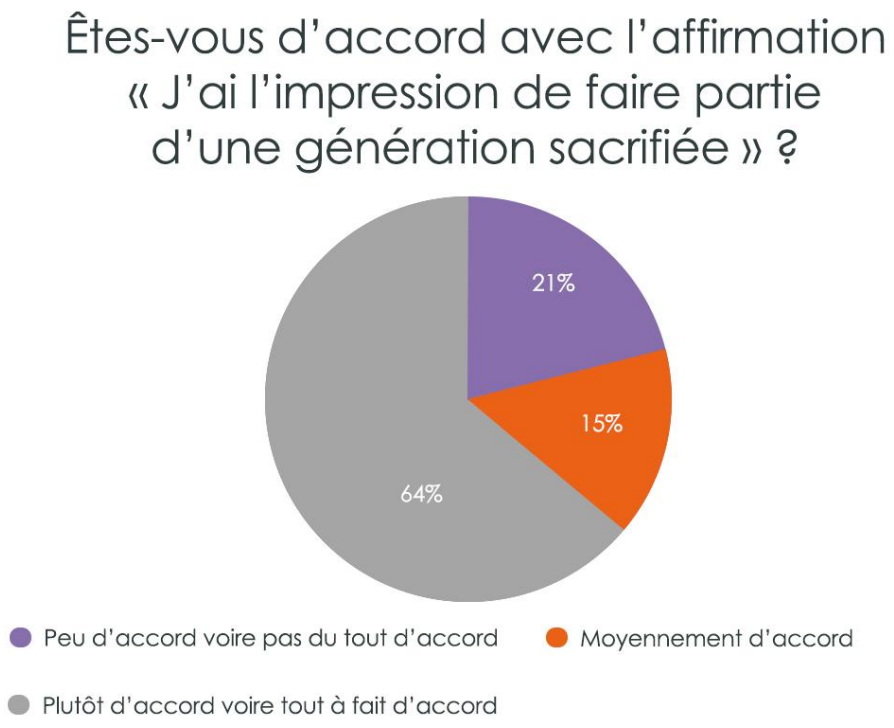
Ce que souligne Tom Chevalier[39], c'est qu'habituellement, les crises sont économiques : les jeunes vont être les premier·ères touché·e·s du fait de leur entrée

[38] Une jeunesse sacrifiée ?, *op. cit.*, p. 24.

[39] Propos tenus dans le cadre de la table-ronde « Penser les politiques publiques de jeunesse », organisée par Animafac et ses associations partenaires dans le cadre du projet La Rentrée d'après. Figuraient parmi les invité·e·s Tom Chevalier, *Chargé de recherche CNRS au laboratoire Arènes, Sciences Po Rennes et chercheur associé au CEE* et Patricia Loncle, *Professeure de sociologie, titulaire de la chaire de recherche sur la jeunesse à l'EHESP*. https://www.animafac.net/minisite/rentree-d-apres/lassemblee-citoyenne/

en dernier·ère sur le marché du travail, mais les conséquences restent généralement limitées à l'emploi.

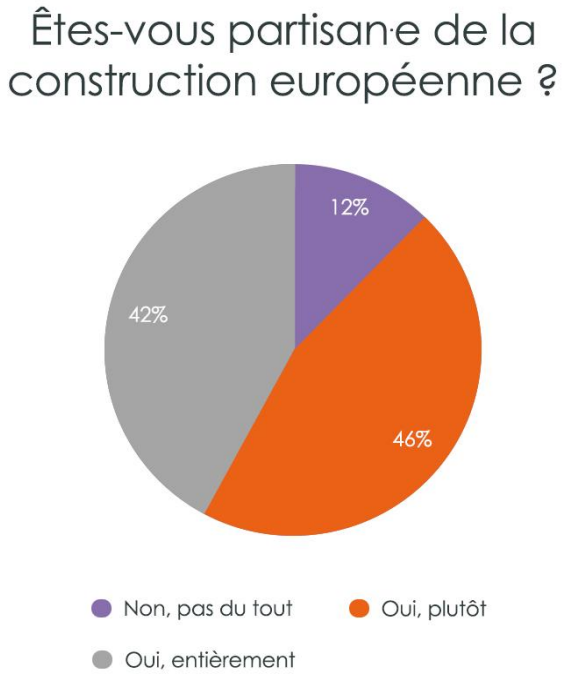
Or, **la spécificité de la crise sanitaire de covid-19, c'est que toutes les transitions, tous les rituels vers le passage à l'âge adulte, ont été impactés** : faire ses études, quitter le domicile familial, se mettre en couple… Cette période de forte socialisation pour les jeunes, et tous les projets qui y sont associés, ont été totalement bouleversés. En ajoutant à cela leur inquiétude vis-à-vis des enjeux climatiques, leur rapport distant aux institutions traditionnelles et aux médias, on comprend mieux cette impression de faire partie d'une génération sacrifiée.



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas du tout d'accord » (10,12 %) et « peu d'accord » (10,97 %) ont été regroupées, ainsi que les réponses « plutôt d'accord » (23,01 %) et « tout à fait d'accord » (40,92 %).
Lecture : 64 % des répondant·e·s ont l'impression de faire partie d'une génération sacrifiée

2) Le rapport des jeunes à de grands enjeux sociétaux : l'Europe, les enjeux environnementaux et climatiques et la solidarité internationale

A. L'Europe

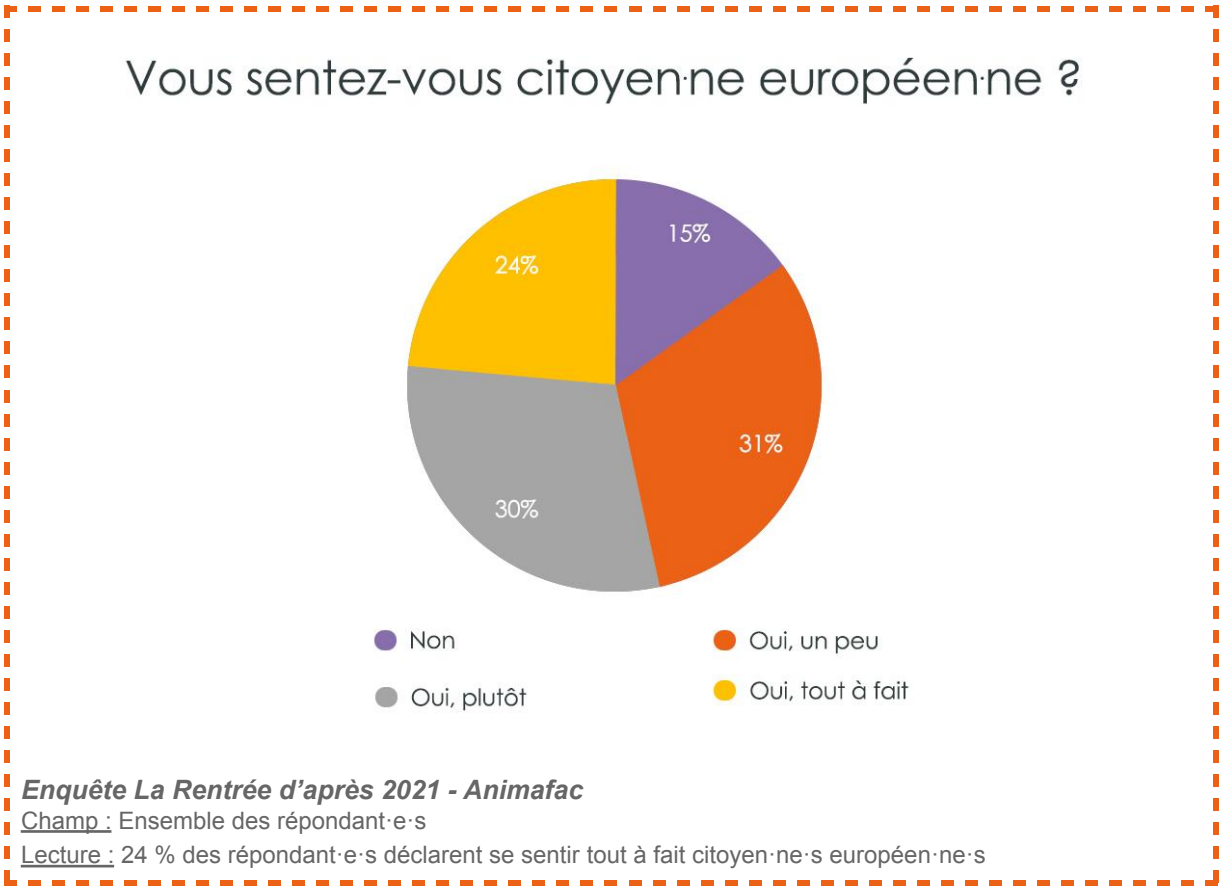


Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 42 % des répondant·e·s déclarent être entièrement pour la construction européenne

L'enquête révèle que 42 % des répondant·e·s sont entièrement favorables à la construction européenne, seulement 12 % sont contre. De même, une majorité des répondant·e·s déclarent se sentir citoyen·ne·s européen·ne·s.

Les enfants d'ouvrier·ère·s et de professions intermédiaires sont les moins en faveur de la construction européenne, au contraire des enfants de cadres, qui se sentent également davantage citoyen·nes européen·nes. De même, les jeunes des communes rurales sont moins souvent partisan·nes de la construction européenne, tout comme les étudiant·e·s en IUT. De manière générale, **plus le niveau d'études augmente et plus les étudiant·e·s sont en faveur de la construction européenne**. Il en va de même pour le sentiment d'être européen, qui s'avère dans le même temps plus marqué chez les étudiant·e·s des disciplines scientifiques. L'enquête montre également que les personnes ayant une activité bénévole sont un peu plus souvent en faveur de l'Europe, contrairement à celles et ceux en situation de précarité, pour qui le sentiment d'appartenance est également plus faible.

Néanmoins, en s'appuyant sur l'Enquête européenne sur les valeurs, les chercheur·e·s constatent que les jeunes ont globalement plus confiance dans l'Union Européenne que leurs ainé·e·s ; les données de 2018 indiquent que les jeunes ont un niveau de confiance dans l'UE supérieur de 5 points par rapport aux autres groupes d'âges. Les jeunes sont cependant moins attaché·e·s à l'Union Européenne et déclarent également un sentiment d'appartenance moins fort que les générations plus âgées. Pour Laurent Lardeux, cela s'expliquerait par le fait que « La génération la plus âgée a vu l'Europe se construire sur les décombres de la seconde guerre mondiale et la conçoit davantage dans un registre de maintien de la paix ; les plus jeunes ont vécu dans des contextes de crise économique, ce qui fait que les institutions européennes sont davantage jugées à travers un répertoire économique et de rigueur budgétaire[40] ».



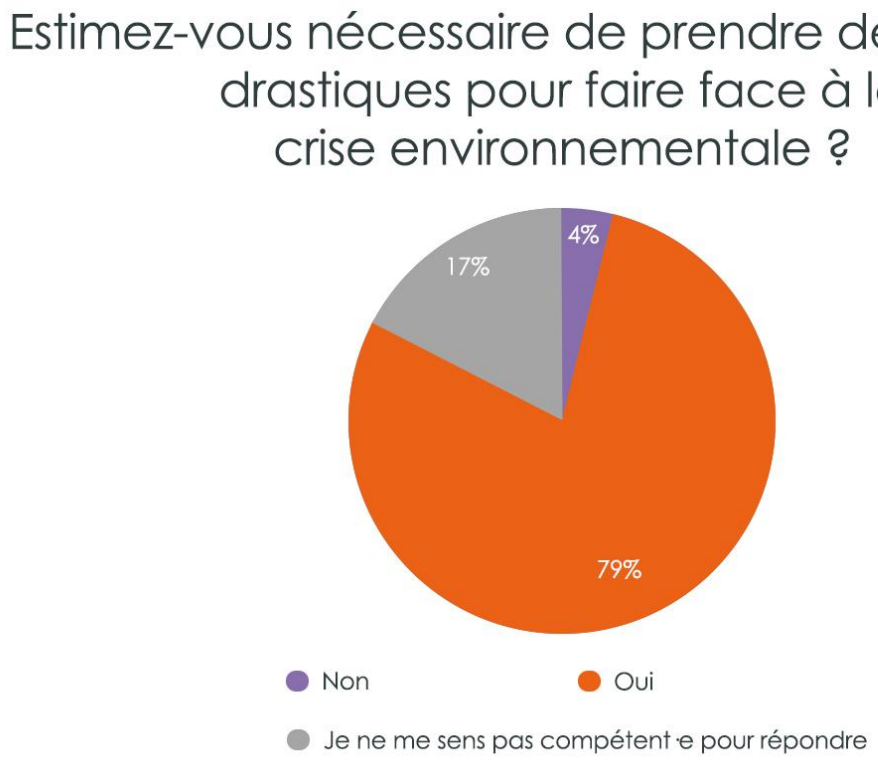
Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 24 % des répondant·e·s déclarent se sentir tout à fait citoyen·ne·s européen·ne·s

Pour l'ensemble des Français·es, le sentiment d'attachement le plus important est au niveau national, 92 % se déclarant très ou assez attaché·e·s à la France. Vient ensuite la région, la ville ou village, le monde puis l'Europe en dernière position[41].

[40] LARDEUX, Laurent. « Entre cosmopolitisme et fierté nationale : des sentiments d'appartenance hybrides" in LARDEUX, Laurent et TIBERJ, Vincent. Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie. Paris : La documentation française, 2021, p. 199.
[41] *Ibid.*, p. 195.

Céline Belot[42] relève que les dirigeant·e·s européen·ne·s recherchent, depuis la création du projet européen, le soutien des populations au processus, et en particulier celui des jeunes. Cela s'explique par le fait que les études ont mis en évidence que les systèmes politiques, pour être reconnus et perdurer, devaient obtenir l'adhésion de leurs citoyen·ne·s. Des politiques publiques, notamment Erasmus +, ont donc été lancées afin d'informer les jeunes et leur permettre de bénéficier des actions disponibles au niveau européen. Bien que les études révèlent que cette stratégie a peu fonctionné, et que le soutien des jeunes s'avère de plus en plus incertain, **on peut constater avec la *Rentrée d'après* que les répondant·e·s sont majoritairement favorables à l'Europe**.

B. L'Environnement et le climat



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Les personnes ayant répondu « oui » à la question « Vous sentez-vous concerné·e par les questions climatiques ? »

Lecture : 79 % des personnes concernées par les enjeux climatiques estiment nécessaire de prendre des mesures drastiques pour faire face à la crise environnementale.

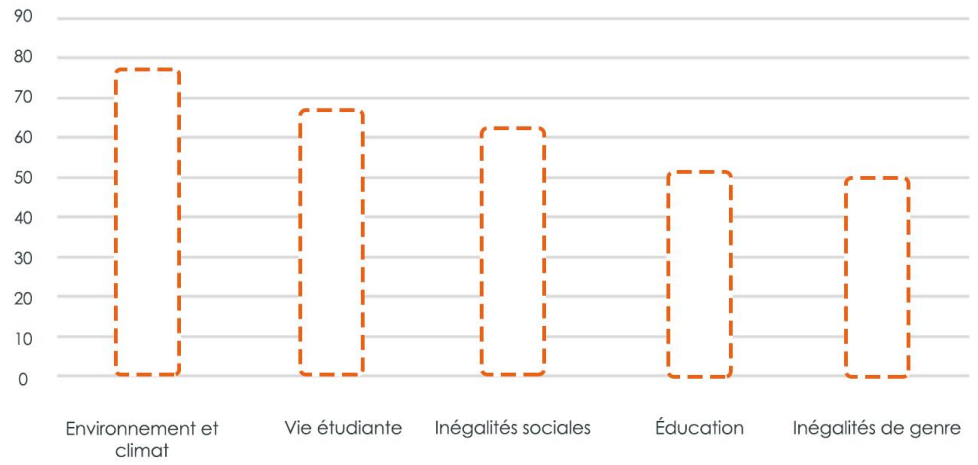
[42] BELOT, Céline. « Les jeunes Français et l'Union Européenne : une relation contrariée », in LARDEUX, Laurent et TIBERJ, Vincent. Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie. Paris : La documentation française, 2021, p. 209.

94 % se sentent concerné·e·s par les questions climatiques. C'est encore plus vrai pour les femmes (95%) et un peu moins le cas pour les étudiant·e·s des communes rurales (91 %) et celles·ceux en santé à l'université (89 %). **Plus le niveau d'études augmente et plus les étudiant·e·s se sentent concerné·e·s** (91 % bac +1, 97 % bac +5).

Parmi les étudiant·e·s qui se déclarent concerné·e·s par les questions climatiques, 79 % évoquent le besoin de mesures drastiques pour faire face à la crise environnementale. Celles et ceux qui n'ont pas du tout espoir dans le futur sont davantage à vouloir des mesures drastiques (86 %), tout comme celles et ceux qui ne se projettent pas du tout dans l'avenir (84 %). On peut supposer que c'est **en raison de cette vision pessimiste du futur que ces répondant·e·s souhaitent des mesures drastiques.**

78 % estiment qu'il faut davantage mettre en avant les formations prêtant plus attention aux sujets environnementaux et sociaux, et 36 % seulement pensent que leur établissement prend suffisamment de mesures en faveur de l'écologie.

Les principaux sujets mis de coté pendant la crise sanitaire :



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Les personnes ayant répondu « oui » à la question « Avez-vous l'impression que certains sujets ont été mis de côté par les médias et les pouvoirs publics en raison de la crise sanitaire ? »

Lecture : 67 % des répondant·e·s considèrent que les questions de vie étudiante ont été mises de côté pendant la crise

Parmi les répondant·e·s estimant que des sujets importants ont été mis de côté en raison de la crise sanitaire, ils et elles sont 77 % à évoquer l'environnement et le climat (62 % de l'ensemble des répondant·es). La consultation nationale étudiante 2020 du RESES montrait que 78 % des étudiant·e·s considéraient que ces questions [environnementales et climatiques] étaient insuffisamment traité·e·s, voire absentes dans les discussions médiatiques et politiques[43].

Le Baromètre DJEPVA de la jeunesse souligne que, même dans les années où elle se déclare heureuse, **les jeunes portent une forte attention à un large spectre de problématiques sociétales**. Les jeunes font part d'une inquiétude croissante vis-à-vis du monde dans sa globalité, et notamment à l'égard des questions environnementales, qui reste le sujet de préoccupation principal, et ce même après la crise sanitaire[44]. Ces préoccupations sociétales impactent négativement le moral de la jeunesse, comme le relève Olivier Galland, et notamment celui des femmes. Cela se reflète dans les causes pouvant déclencher leur engagement bénévole, qui sont plus marquées par une dimension sociale[45].

C. La solidarité internationale

83 % des répondant·e·s se déclarent favorables à l'organisation de projets de solidarité internationale dans le cadre de leur formation. 6 % en ont d'ailleurs déjà réalisé un, et 90 % pensent que cela devrait pouvoir être possible dans le cadre de la formation. Enfin, 79 % ne se sentent pas suffisamment informé·e·s des dispositifs permettant de vivre une expérience de solidarité internationale.

Ce résultat peut s'expliquer par la médiatisation de la mondialisation et la présence de crises multiples globalisées, notamment sanitaires : un grand nombre de jeunes citoyen·ne·s ont pris conscience de l'interdépendance de leurs existences et de la nécessité de chercher et construire ensemble des solutions globales et de plus en plus locales pour agir sur le monde. L'évolution démographique mondiale ainsi que les nombreux mouvements de contestations initiés ou pleinement embrassés par les jeunes accélèrent et contribuent aux changements de paradigme.

À titre de précision, en 2018 en France, 36 % des jeunes de 18 à 30 ans participent aux activités d'une association[46]. Parmi elles·eux, 12 % sont engagé·e·s dans l'action humanitaire et l'aide au développement soit ce qui recouvre la définition large

[43] Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire. La consultation nationale étudiante – Les étudiant·e·s face aux enjeux environnementaux, 2020, p. 33. https://le-reses.org/wp-content/uploads/2021/04/RAPPORT_CNE2020.pdf (consulté le 11/10/21).

[44] Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020, op. cit., p. 29.

[45] *Ibid*., p. 22.

[46] LARDEUX, Laurent, RENAULT-TINACCI, Mathilde. La Participation associative des jeunes. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). N°57, 12 juillet 2021.

de la Solidarité Internationale[47]. « Important, primordial, essentiel », c'est par ces superlatifs que le rôle des jeunes dans les projets de solidarité internationale avait déjà été qualifié en 2015, lors de la large consultation organisée par l'association Engagé·e·s & Déterminé·e·s. Vouloir s'impliquer dans un projet de solidarité souligne l'importance, pour une génération pourtant marquée par des crises multiples, de s'engager activement par des projets concrets afin de participer à la construction d'un monde plus juste, plus solidaire et plus équitable. Néanmoins, la part restreinte de jeunes y ayant accès reste encore insuffisante.

3) Rapport aux médias et à la démocratie

A. Rapport aux médias

a. Des jeunes intéressé·e·s par l'actualité, qui peuvent avoir des difficultés à décrypter l'information

Les répondant·e·s se déclarent majoritairement intéressé·e·s par l'actualité, puisque seulement 10 % déclarent ne pas s'y intéresser. Une étude du Ministère de la Culture datant de 2018 souligne également l'intérêt des jeunes pour l'actualité, 93 % déclarant s'intéresser à l'information, 15 % se déclarant même « accros à l'information », tandis que seulement 7 % indiquaient ne pas s'y intéresser[48]. L'enquête révèle des disparités dans cet intérêt en fonction du genre, les hommes se déclarant plus intéressés par l'actualité que les femmes (65 % très ou plutôt intéressé, contre 49 %).

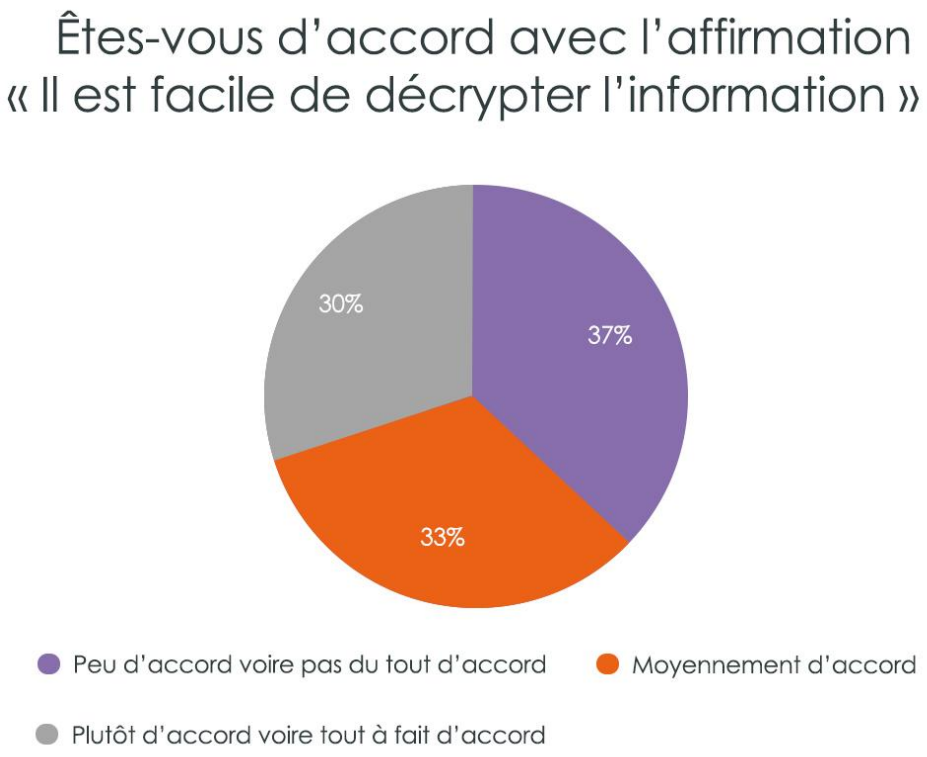
55 % indiquent se sentir suffisamment informé·e·s (3 % pas du tout). De nouveau, on observe des différences selon le genre, le niveau d'études et l'origine sociale : plus le niveau d'études augmente et plus les étudiant·e·s se sentent suffisamment informé·e·s ; les hommes sont plus nombreux (63 %) que les femmes (48 %) à se sentir suffisamment informé·e·s, et les jeunes dont les parents sont professions intermédiaires ou ouvriers·ères sont celles et ceux qui se sentent les moins bien informé·e·s. Ils·elles sont seulement 28 % à se sentir une responsabilité de partager l'information.

Les répondant·e·s sont nombreux·ses à déclarer avoir des difficultés à décrypter l'information. Les hommes déclarent plus souvent savoir faire la

[47] *Ibid.*

[48] « Les jeunes et l'information : une étude du Ministère de la culture vient éclairer les comportements des jeunes en matière d'accès à l'information », Ministère de la culture, 27 juillet 2018, https://www.culture.gouv.fr/Presse/Communiques-de-presse/Les-jeunes-et-l-information-une-etude-du-ministere-de-la-Culture-vient-eclairer-les-comportements-des-jeunes-en-matiere-d-acces-a-l-information (consulté le 07/10/21).

différence entre vraies et fausses informations (72 % sont tout à fait ou plutôt d'accord, contre 60 % seulement des femmes).



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas d'accord » (9,47 %) et « peu d'accord » (27,33 %) ont été regroupées, ainsi que les réponses « plutôt d'accord » (23,16 %) et « tout à fait d'accord » (6,68 %
Lecture : 37 % des répondant·e·s déclarent avoir des difficultés à décrypter l'information

Les jeunes dont les parents sont professions intermédiaires ou ouvriers·ères sont celles et ceux qui déclarent le plus souvent avoir des difficultés à décrypter l'information. Idem, les jeunes en IUT ou lycéen·ne·s déclarent avoir un peu plus de difficultés, tout comme celles et ceux en niveau licence (bac +1 à +3). On peut supposer que le sentiment de légitimité et la capacité à faire preuve d'esprit critique vis-à-vis de la véracité d'une information augmente avec le niveau d'études.

b. Des jeunes qui n'ont pas confiance dans les médias et souhaitent se tourner vers des médias alternatifs

Dans les médias, les jeunes sont généralement dépeint·es de manière assez stéréotypée, la jeunesse étant « souvent montrée comme désabusée, violente,

individualiste […] d'une manière globale, les jeunes ont mauvaise presse[49] ». La crise sanitaire n'a pas fait exception, « les enfants et les jeunes ayant régulièrement été mis en cause comme principaux vecteurs de la transmission du virus[50] » alors même que des études scientifiques ont démontré que cela était faux[51].

Comme l'a rappelé Patricia Loncle lors de la table-ronde organisée par Animafac et ses associations partenaires dans le cadre de ce projet, en janvier 2021[52], la crise sanitaire a touché principalement les personnes de plus de 50 ans, pourtant c'est aux jeunes que l'on a le plus demandé de modifier leur comportement. Lorsque des rassemblements ont été organisés pendant les périodes de confinement ou de couvre-feu, le sujet a été couvert sous l'angle de la dénonciation, de l'indignation[53], en dressant le portrait d'une « jeunesse insouciante, hédoniste, et irresponsable[54] », mais sans redire, comme l'a mentionné Patricia Loncle, que la fête est un mode d'expression culturel des jeunes. Ainsi, sans excuser, cela aurait pu être utile de s'interroger sur cet élément afin de comprendre les raisons de la transgression.

De manière générale, pendant cette période, les jeunes ont pu être victimes d'âgisme, c'est-à-dire subir une discrimination en raison de leur âge, de manière plus importante que de coutume[55].

---

[49] LIPANI VAISSADE, Marie-Christine. Les médias au défi de la jeunesse : faire place aux jeunes. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) | Cahiers de l'action, n°35. 2012, p. 2.

[50] Rapport fait au nom de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse, *op. cit*., p. 66.

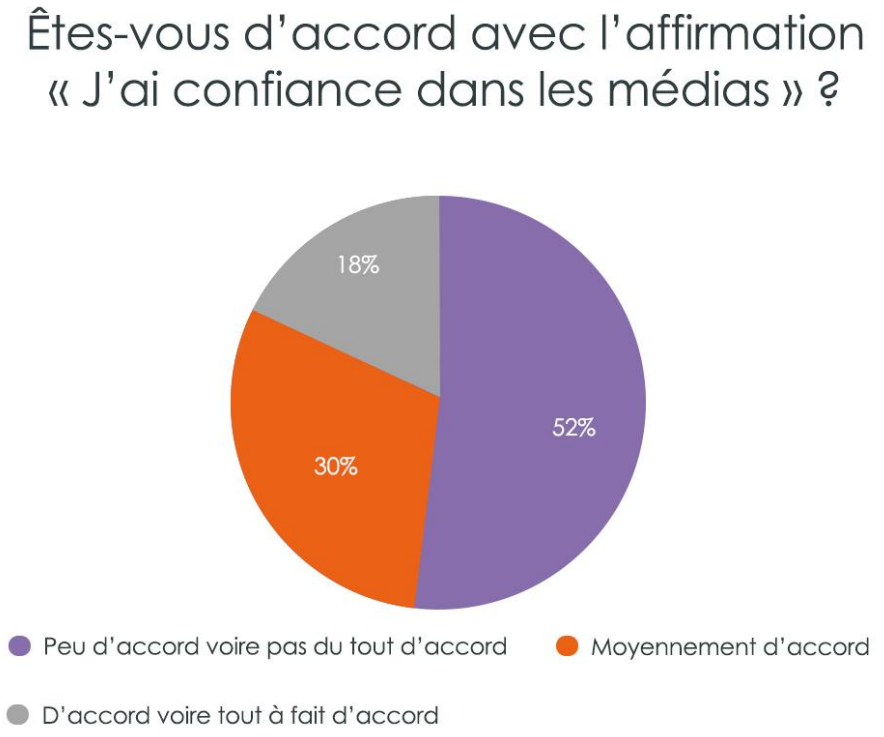
[51] *Ibid*., p. 31.

[52] Penser les politiques publiques de jeunesse, avec Tom Chevalier, *Chargé de recherche CNRS au laboratoire Arènes, Sciences Po Rennes et chercheur associé au CEE et* Patricia Loncle, *Professeure de sociologie, titulaire de la chaire de recherche sur la jeunesse à l'EHESP.*
https://www.animafac.net/minisite/rentree-d-apres/lassemblee-citoyenne/

[53] « Coronavirus : Les jeunes, cibles des injonctions pour éviter la transmission de la maladie », 20 Minutes, 5 août 2020, Coronavirus : Les jeunes, cibles des injonctions pour éviter la transmission de la maladie (20minutes.fr) (consulté en ligne le 04/10/2021).

[54] Rapport fait au nom de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse, *op. cit*., p. 66.

[55] PIETRI, Julie., « Jeunes ou vieux, la Covid-19 a accentué « l'âgisme », les préjugés et discriminations sur l'âge », France Inter, 18 mars 2021, Jeunes ou vieux, la Covid-19 a accentué "l'âgisme", les préjugés et discriminations sur l'âge (franceinter.fr) (consulté le 04/10/21).



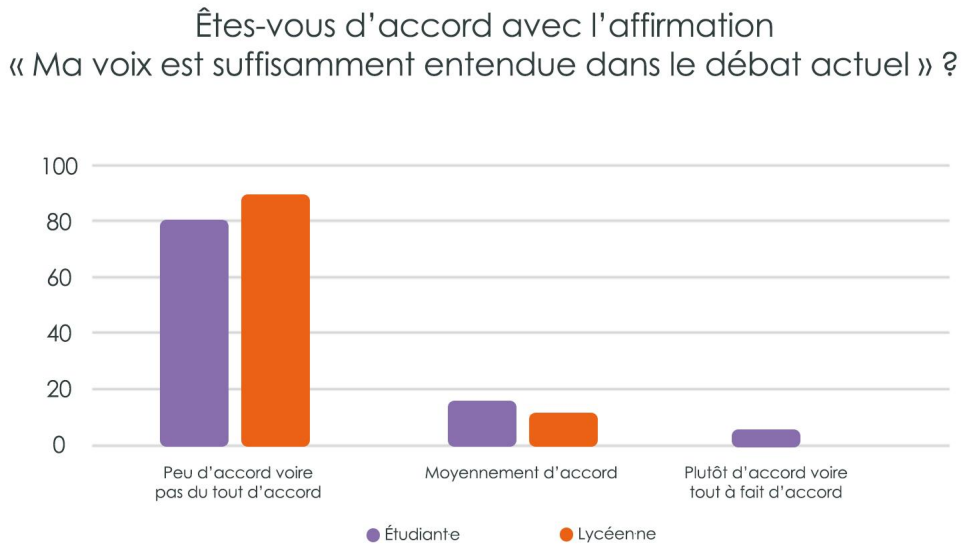
Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas d'accord » (21,79 %) et « peu d'accord » (29,77 %) ont été regroupées, ainsi que les réponses « plutôt d'accord » (14,75 %) et « tout à fait d'accord » (2,94 %).
Lecture : 52 % des répondant·e·s déclarent ne pas avoir confiance dans les médias

Les répondant·e·s à l'enquête ont majoritairement peu confiance dans les médias. Le niveau de confiance des hommes est légèrement supérieur à celui des femmes, idem pour les étudiant·e·s ne rencontrant pas de difficultés financières.

Les outils les plus mobilisés par les répondant·e·s pour s'informer sont internet (89 %) et les réseaux sociaux (72 %). Avec la crise sanitaire, 31 % des répondant·e·s indiquent vouloir s'informer différemment : 40 % souhaitent moins s'informer tandis que 27 % partagent leur envie de plus s'informer, et 33 % préféreraient recueillir l'information à travers d'autres médias. **Ce manque de confiance dans les médias influe donc sur la manière de s'informer des jeunes, qui les détourne des médias dits traditionnels.**

B. Rapport à la citoyenneté et à la démocratie

a. Le sentiment de n'être ni entendu·e·s, ni représenté·e·s



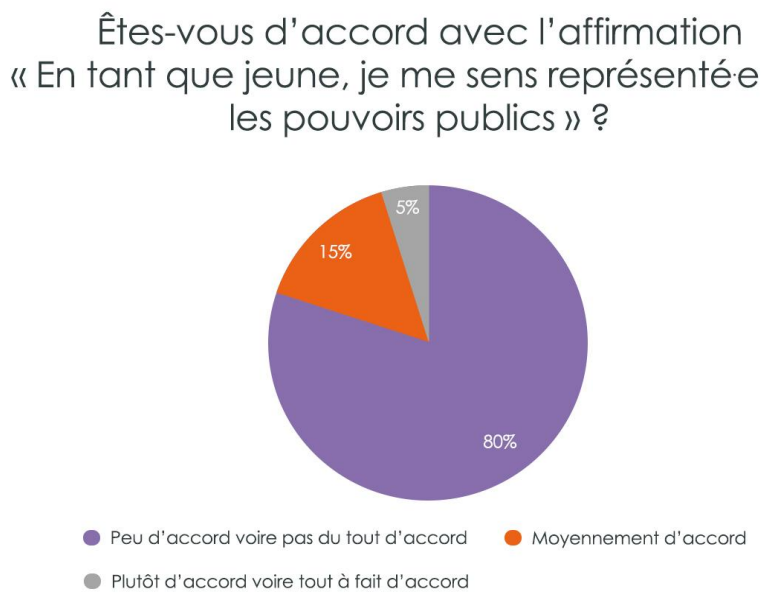
Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas d'accord » et « peu d'accord » ont été regroupées, ainsi que les réponses « plutôt d'accord » et « tout à fait d'accord ».
Lecture : 89 % des lycéen·ne·s ont l'impression que leur voix n'est pas suffisamment entendue dans le débat actuel

4/5 des répondant·e·s, ont le sentiment que leur voix n'est pas entendue dans le débat actuel. Dans son édition 2020, la Consultation nationale étudiante du Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire (RESES) indiquait également que les étudiant·e·s ne se sentaient pas écouté·e·s, avec 83 % d'entre eux·elles estimant que leur avis était insuffisamment voire pas du tout pris en compte [56].

Les hommes sont moins nombreux à ne pas se sentir entendus du tout (47%), tout comme les enfants de cadres et les étudiant·e·s en écoles d'ingénieurs. **Les jeunes de communes rurales (60 %), les lycéen·ne·s et les étudiant·e·s en situation de précarité sont significativement plus nombreux·ses à ne pas se sentir entendus du tout** (76 % de ceux ayant recours à l'aide alimentaire, 82 % de ceux

[56] La Consultation nationale étudiante, *op. cit.*, p. 33.

connaissant des difficultés financières avant la crise, 58 % de ceux en ayant connu suite à la crise).



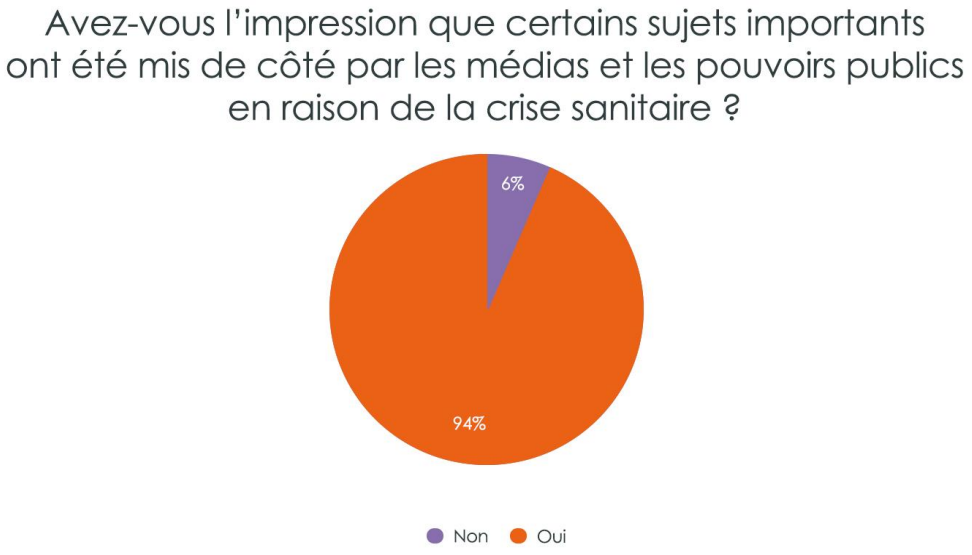
Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Sur ce graphique, les réponses « pas d'accord » (49,18 %) et « peu d'accord » (30,41 %) ont été regroupées, ainsi que les réponses « plutôt d'accord » (3,88 %) et « tout à fait d'accord » (1,04 %).
Lecture : 80 % des répondant·e·s ne se sentent pas représenté·e·s par les pouvoirs publics

De nouveau, 4/5 des répondant·e·s disent ne pas se sentir représenté·e·s par les pouvoirs publics. L'une des hypothèses que l'on peut formuler pour l'expliquer est que les jeunes sont globalement absent·es des sphères institutionnelles. À l'Assemblée Nationale par exemple, entité supposée être représentative de la diversité de la nation, la moyenne d'âge est de 54 ans, et la part de jeunes de moins de 30 ans est de 6,75 %[57].

Notre enquête montre que les femmes se sentent légèrement moins représentées que les hommes, tout comme les enfants d'ouvrier·ère·s et d'employé·e·s. De nouveau, on peut prendre l'exemple de l'Assemblée Nationale où les femmes ne représentent, lors des élections législatives de 2017, que 38,82 % des personnes élues. Il en va de même pour les catégories socio-professionnelles : il n'y aurait ainsi pas un·e seul·e ouvrier·ère parmi les député·e·s, une catégorie qui

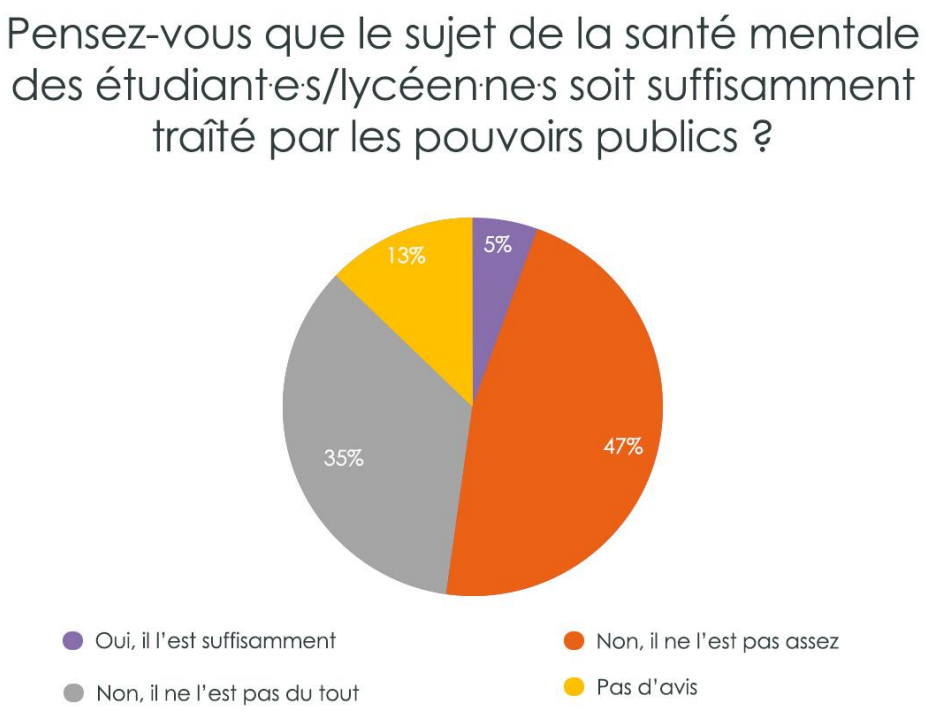
[57] DELMAS, Aurélie, HULLOT-GUIOT, Kim. « Les députés de 2017 sont-ils si différents de ceux de 2012 ? ». Libération, 19 juin 2017 Les députés de 2017 sont-ils si différents de ceux de 2012 ? – Libération (liberation.fr) (consulté le 11/10/21).

représente pourtant 20 % des personnes en emploi[58], alors que « la grande majorité des parlementaires étaient des cadres ou exerçaient une profession intellectuelle supérieure […] alors que seulement 11 % de la population française appartient à cette catégorie[59] ».



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 94 % des répondant·e·s estiment que certains sujets ont été mis de côté pendant la crise sanitaire

[58] FORMENT, Virginie, VIDALENC, Joëlle. Les ouvriers, des professions toujours largement masculines. Division emploi, INSEE, 2020 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4634325 (consulté le 11/10/21).
[59] La représentativité sociale des groupes politiques. Datan, 2021 La représentativité sociale des groupes - Assemblée nationale | Datan (consulté le 11/10/21).



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 47 % des répondant·e·s considèrent que le sujet de la santé mentale n'est pas suffisamment traité par les pouvoirs publics.

Non seulement les jeunes ne se sentent ni représenté·e·s, ni entendu·e·s, mais ils et elles ont largement **eu le sentiment que des sujets importants étaient mis de côté pendant la crise** (94 %). De même, ils et elles considèrent que certains sujets ne sont pas suffisamment traités dans le débat public, comme celui de la santé mentale par exemple.

b. Un manque de confiance dans les pouvoirs publics

L'enquête met également en avant le fait que les répondant·e·s estiment en majorité (59 %) ne pas faire confiance aux pouvoirs publics pour gérer la crise (31 % pas du tout, 28 % peu confiance). **Les lycéen·ne·s et diplômé·e·s d'un niveau d'études supérieur à bac +5 sont celles et ceux qui, du fait de la crise, déclarent le plus souvent avoir moins confiance dans les pouvoirs publics.** C'est aussi le cas des enfants de professions intermédiaires et d'ouvrier·ères, mais aussi des personnes ayant déclaré avoir eu recours à de l'aide alimentaire et/ou qui connaissent des difficultés financières. S'il peut sembler logique que les personnes plus précaires et moins favorisées socialement déclarent un niveau de confiance plus faible, lié au fait que ces catégories de personnes se sentent moins

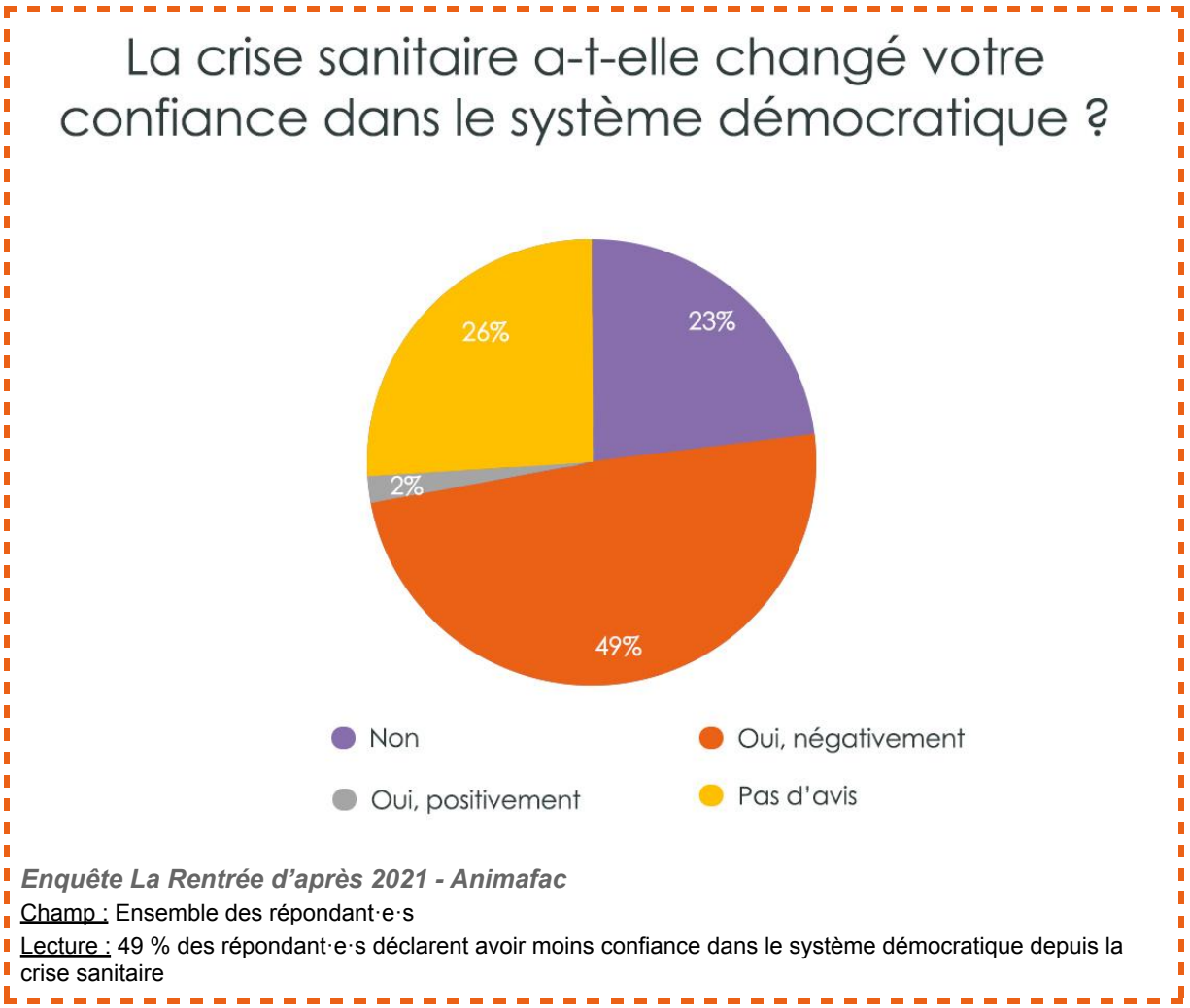
représenté·e·s, on pourrait croire que le fait d'avoir fait des études engendrerait plus de confiance dans les pouvoirs publics. On constate ici l'inverse, et cela de manière significative puisque **75 % des personnes ayant un niveau d'études supérieur à bac +5 déclarent avoir moins confiance, contre 49 % en moyenne**.

4) Des jeunes pas moins politisé·es, mais avec l'envie de s'engager autrement

A. Un rapport au politique plus exigeant

La question du rapport entretenu par les citoyen·ne·s avec la démocratie a fait l'objet de recherches fréquentes ces dernières années. La thèse la plus fréquemment avancée est celle « d'une plus forte défiance des nouvelles générations vis-à-vis des institutions de la vie démocratique par rapport à leurs aînés[60] ». D'après les résultats de la dernière édition de l'Enquête européenne sur les valeurs, les chercheurs Vincent Tiberj et Laurent Lardeux montrent qu'en 2018, 94 % des jeunes de 18-29 ans ont une opinion positive concernant le régime démocratique. Néanmoins, celui-ci s'accompagne d'une forte augmentation des jeunes se signalant favorables à des régimes non-démocratiques ou bien à un régime dirigé par des expert·e·s plutôt que par un gouvernement.

[60] LARDEUX, Laurent, TIBERJ, Vincent. La démocratie à l'épreuve de la jeunesse. Une (ré)génération politique ? Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). N°46. 12 mars 2021, 4 p.



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 49 % des répondant·e·s déclarent avoir moins confiance dans le système démocratique depuis la crise sanitaire

Pour comprendre de tels résultats, il faut questionner les aspirations des jeunes générations vis-à-vis de la démocratie. **Les résultats montrent que les jeunes générations, nées après 1990, souhaitent plus d'horizontalité et de justice globale**, et que « les jeunes citoyens les plus critiques vis-à-vis de leur régime politique tendent à avoir une vision plus exigeante de la démocratie[61] ». Dès lors, leur conception ne se borne pas au simple vote mais intègre d'autres valeurs davantage orientées sur la réduction des inégalités. Lorsque ce modèle ne fonctionne pas, et notamment en période de crise économique, « la confiance accordée au personnel politique et au fonctionnement démocratique peut s'en trouver fortement affectée car n'ayant pas répondu aux besoins de protection et de justice globale exprimés[62] ». Cela peut expliquer que 49 % des répondant·e·s déclarent avoir moins confiance dans le système démocratique depuis la crise sanitaire.

[61] *Ibid.*
[62] *Ibid.*

Les chercheur·e·s relèvent que les jeunes de 18-29 ans sont assez proches des autres classes d'âge actives sur ce sentiment de défiance vis-à-vis du politique, et que la différence est plutôt sur la génération des baby-boomers, qui se démarque, en raison, notamment, de sa forte participation lors des échéances électorales. ils et elles observent ainsi un « effet de génération spécifique aux baby-boomers français » qui se distinguent des générations suivantes, en raison notamment de « leur propension à voter de manière systématique à chaque élection depuis les années 1960[63] ». Des différences notables en termes de participation apparaissent ainsi entre les cohortes, « et plus particulièrement aux deux extrémités entre les plus jeunes, nés en 1991 et après, pour lesquels la protestation constitue la modalité de participation et d'expression politique la plus couramment pratiquée alors qu'à l'inverse, les générations les plus âgées, plus en retrait sur des formes de participation alternative, restent très attachées au vote et à la participation électorale [64] ».

Pour les chercheurs, **la défiance des jeunes vis-à-vis de la démocratie ne peut donc s'apparenter à une forme de repli ; elle est plutôt le marqueur d'attentes nouvelles de la part des jeunes**. Leur répertoire de participation évolue, en s'inscrivant désormais davantage hors des institutions politiques traditionnelles. On le voit avec le faible nombre de répondant·e·s à la Rentrée d'après indiquant faire partie d'un syndicat ou parti politique (2 %), des chiffres proches de ceux de l'enquête Valeurs[65]. Le fait de militer à travers la manière dont on vit sa vie (façon dont on s'habille, mange, voyage, etc.)[66] est aussi représentatif de cette réalité, que l'on peut observer avec les résultats de la Consultation nationale étudiante 2020 du RESES : bien que le prix et la qualité d'un produit constituent les principaux critères d'achat des étudiant·e·s, ils et elles ont conscience que leur consommation a un impact sur leur santé mais également environnemental et social. Ils et elles sont ainsi 87 % à indiquer avoir remis en cause leurs pratiques de consommation et la moitié des étudiant·e·s interrogé·e·s déclaraient même les avoir déjà changées[67]

[63] *Ibid*.

[64] *Ibid*.

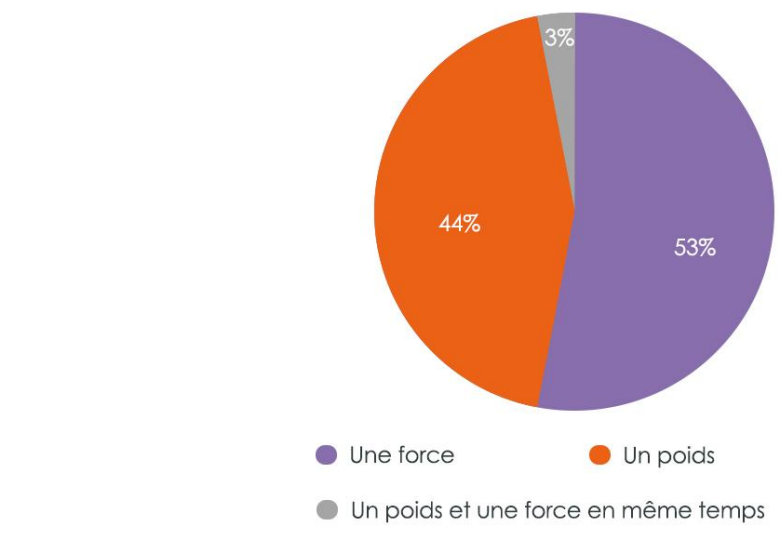
[65] Dans l'article « La démocratie à l'épreuve de la jeunesse. Une (ré)génération politique ? », les chercheurs Laurent Lardeux et Vincent Tiberj expliquent que l'enquête européenne Valeurs (European Values Study [EVS]), a pour objectif de suivre sur le long terme l'évolution des valeurs en Europe. Cette enquête est réalisée par l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs et soutenue par l'INJEP.

[66] Une jeunesse sacrifiée ?, *op. cit.*, pp. 57-58.

[67] La Consultation nationale étudiante, *op. cit.*, p. 39.

B. Une forte envie de s'engager, mais autrement

32 % des répondant·e·s indiquent être bénévoles, majoritairement dans une association (94 %). Comme les autres études de ce type, *La Rentrée d'Après* relève que le pourcentage de jeunes déclarant être bénévole au sein d'une structure associative varie en fonction de différentes données : origine sociale, niveau d'études, ou encore situation géographique. **L'enquête montre que les enfants de cadres ont plus fréquemment une activité bénévole, de même pour les jeunes des grandes agglomérations** (41 % contre 25 % de celles et ceux des communes rurales). Il est aussi plus important pour les étudiant·e·s de niveau bac +3 et moins important chez celles et ceux de niveau bac +1. La participation des jeunes à la vie associative « reste donc conditionnée au niveau de diplôme et plus largement à l'insertion dans la société, qui favorise en retour leur niveau d'engagement et leur capacité à faire entendre leur voix[68] ».



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac
Champ : Ensemble des répondant·e·s
Lecture : 53 % des répondant·e·s considèrent que leur engagement est une force, 44 % comme un poids et une force, et 3 % comme un poids.

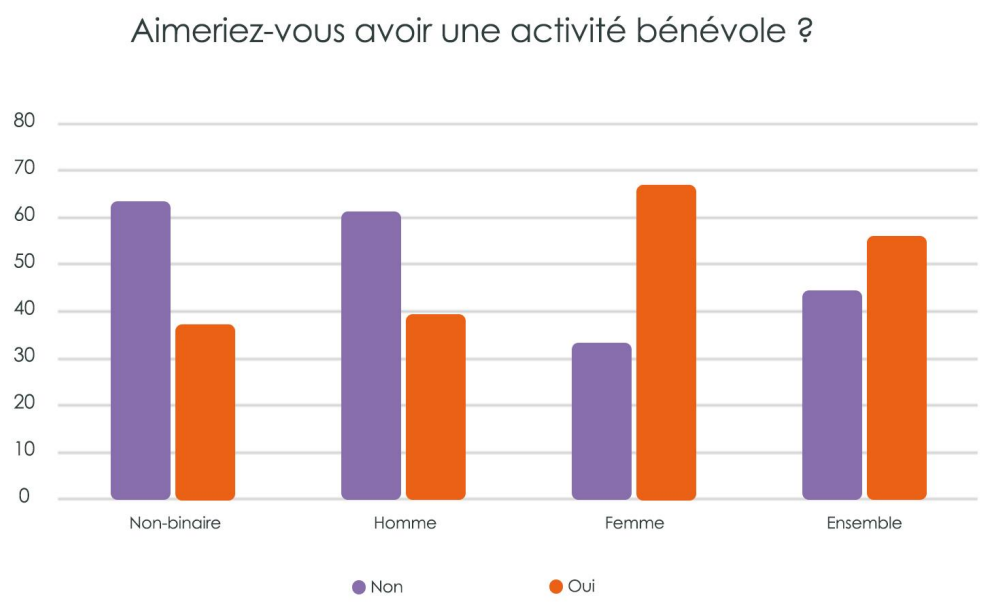
[68] La participation associative des jeunes, *op. cit*.

Parmi les personnes indiquant ne pas occuper d'activité bénévole, les jeunes femmes sont plus nombreuses à déclarer qu'elles aimeraient en avoir une (67 % contre 39 % des jeunes hommes). Paradoxalement, les enquêtes révèlent, et *La Rentrée d'Après* ne fait pas exception, que les bénévoles sont davantage des jeunes hommes, avec un niveau d'étude élevé et issus de milieux favorisés. Les jeunes occupent cependant moins souvent des postes à responsabilités au sein des associations ; ainsi, les président·e·s d'association de moins de 36 ans n'étaient que 7 % contre 41 % pour les plus de 65 ans[69]. Ces résultats sont néanmoins à nuancer, pouvant s'expliquer par le fait que « les jeunes cherchent plus volontiers à s'engager dans des structures plus horizontales et parfois dépourvues d'instances dirigeantes et de fonctions statutaires », comme a pu le montrer une enquête doctorale sur le sujet[70]. Ils et elles seraient également à la recherche « d'organisations plus souples, où il n'existe pas ou peu de liens de subordination, et où les moments de convivialité sont nombreux[71] ». Ce constat rejoint celui dressé dans l'ouvrage *Une jeunesse sacrifiée ?*, pour qui « cette génération n'hésite pas à faire entendre sa colère dans le débat public et à préférer l'horizontalisme aux partis politiques traditionnels. Cet engagement politique peut offrir des émotions positives de camaraderie, de partage et de joie, le sentiment de ne plus se sentir seul·e, ou de trouver un foyer collectif : en bref, elle peut redonner de l'espoir ».

[69] TCHERNONOG, Vivianne, PROUTEAU, Lionel. Le Paysage associatif français – Mesures et évolutions, 3e éd., Juris éditions – Dalloz.

[70] RENAULT-TINACCI, Mathilde. La participation associative, une nouvelle voie politique ? Du désir de politisation ordinaire : effets politiques et construction d'une citoyenneté personnalisée dans l'expérience associative parisienne. Thèse de doctorat, Université Paris-Descartes, 2018.

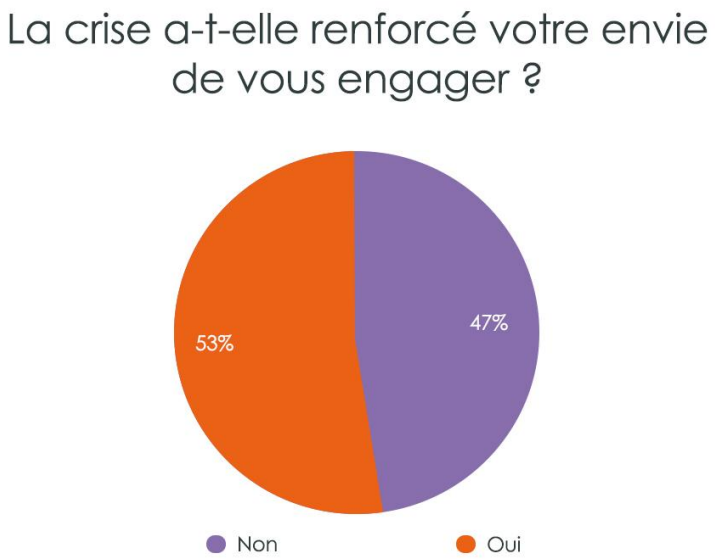
[71] La participation associative des jeunes, *op. cit*.



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Personnes ayant répondu « non » à la question « Avez-vous une activité bénévole ? »

Lecture : 56 % des personnes n'ayant pas d'activité bénévole souhaiteraient en avoir une, et cela est d'autant plus le cas pour les personnes se déclarant de genre féminin (67 %)



Enquête La Rentrée d'après 2021 - Animafac

Champ : Personnes ayant répondu « oui » à la question « Aimeriez-vous avoir une activité bénévole ? »

Lecture : Pour 53 % des personnes qui aimeraient avoir une activité bénévole, la crise a renforcé cette envie d'engagement.

Parmi les personnes non-engagées, 56 % aimeraient avoir une activité bénévole et pour 53 % d'entre elles·eux, la crise a renforcé cette envie de s'engager. En parallèle, on indiquait plus haut que ce qui avait majoritairement

manqué aux répondant·e·s, ce sont les lieux de sociabilité. On voit donc qu'il y a un enjeu à accompagner cette envie d'engagement, en faisant connaître les structures existantes, en débloquant des créneaux dans les emplois du temps, en maintenant des espaces de sociabilité ouverts pour que les étudiant·e·s et les jeunes en général puissent se réunir. C'est ce qui permettra la relance de projets associatifs, alors que l'on constate actuellement des difficultés, du côté des associations étudiantes, sur la passation et le recrutement de nouveaux et nouvelles bénévoles.

Il y a également un enjeu à accompagner la reconnaissance et la valorisation de l'engagement. Pour les étudiant·e·s, des choses existent déjà grâce au cadre législatif posé par la loi Égalité & Citoyenneté de 2017 :

> La reconnaissance des compétences acquises dans le cadre d'un engagement associatif, c'est-à-dire que l'engagement est désormais complémentaire aux études ;
> La possibilité de bénéficier d'aménagements de cursus, correspondant au statut de responsable associatif·ve étudiant·ve, imaginé sur le même principe que le statut d'étudiant·e entrepreneur·e ou sportif·ve de haut niveau.

CONCLUSION

L'enquête *La Rentrée d'après* permet de dresser plusieurs constats quant à la situation des jeunes, et en particulier des étudiant·e·s.

Tout d'abord, une augmentation de la précarité étudiante, qui se matérialise par l'apparition ou l'aggravation de difficultés financières, ainsi que par des difficultés pour se nourrir. De nombreux·ses étudiant·e·s ont ainsi eu recours à de l'aide alimentaire proposée par des associations ou les Crous, parfois pour la première fois. Les étudiant·e·s internationaux·ales ont été fortement impacté·e·s. Ensuite, des jeunes en mauvaise santé, dont le niveau de bien-être est faible. L'apparition ou l'aggravation de troubles tels que l'anxiété ou le stress ont été évoqués, qui impactent également la qualité de leur sommeil. Beaucoup partagent le fait de se sentir souvent isolé·e·s.

Les jeunes répondant·e·s à l'enquête sont intéressé·e·s par l'actualité, ils et elles se tiennent informé·e·s mais indiquent majoritairement ne pas avoir confiance dans les médias, ce qui les détourne des supports d'information traditionnels. Ils et elles expriment majoritairement le fait de ne pas se sentir audibles auprès des pouvoirs publics, mais également de ne pas se sentir représenté·e·s. Ils et elles ont aussi le sentiment que des sujets importants pour elles·eux - les questions environnementales et climatiques notamment - ont été mis de côté pendant cette période de crise sanitaire, ou bien que certains sujets - la santé mentale par exemple - ne sont pas suffisamment traités.

Cela alimente un sentiment de défiance vis-à-vis des pouvoirs publics, visible dans le fait que 49 % des répondant·e·s déclarent avoir moins confiance dans le système démocratique depuis la crise. Les travaux de chercheur·e·s montrent que cette défiance vis-à-vis du système démocratique ne peut être associée à une forme de repli de la part des jeunes ; **elle est plutôt le marqueur d'attentes nouvelles de leur par**t. Leur vision de la démocratie est plus exigeante, avec une attention marquée sur la question des inégalités en particulier. Cette dimension peut expliquer que leur confiance dans le système s'affaisse lorsque des crises surviennent. Leur répertoire de participation évolue, en s'inscrivant désormais davantage hors des institutions politiques traditionnelles, ce que l'on constate avec le fait que dans *La Rentrée d'après*, seulement 2 % de jeunes sont bénévoles dans des partis politiques ou des syndicats.

Le dernier enseignement de cette enquête se trouve du côté de l'engagement, avec plus d'un·e jeune non-engagé·e sur deux exprimant son envie de s'engager. L'enjeu sera d'accompagner cette dynamique.

La spécificité de cette crise sanitaire, c'est que l'ensemble des rituels des jeunes ont été impactés : faire ses études, quitter le domicile familial, se mettre en couple… Cette période de forte socialisation pour les jeunes, et tous les projets qui y sont associés, ont été totalement bouleversés. C'est ce qui explique que le public étudiant a été aussi fortement touché, alors même que les étudiant·e·s restent plutôt préservé·e·s en période de crise. Cette enquête nous permet ainsi de comprendre pourquoi ils et elles sont plus de 60 % à avoir le sentiment de faire partie d'une génération sacrifiée.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

BELOT, Céline. « Les jeunes Français et l'Union Européenne : une relation contrariée », in LARDEUX, Laurent et TIBERJ, Vincent. Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie. Paris : La documentation française, 2021.

CHEVALIER, Tom, LONCLE, Patricia. Une jeunesse sacrifiée ? Paris : PUF, 2021.

GALLAND, Olivier. Sociologie de la jeunesse. Paris : A. Colin, 2004.

LARDEUX, Laurent. « Entre cosmopolitisme et fierté nationale : des sentiments d'appartenance hybrides" in LARDEUX, Laurent et TIBERJ, Vincent. Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie. Paris : La documentation française, 2021.

RIUTORT, Philippe. Précis de sociologie. 3e édition. Paris : PUF, 2014.

TCHERNONOG, Vivianne, PROUTEAU, Lionel. Le Paysage associatif français – Mesures et évolutions, 3e éd., Juris éditions – Dalloz.

Articles

BELGHITH, Feres, FERRY, Odile, PATROS, Théo, TENRET, Élise. La vie étudiante au temps de la pandémie de covid-19 : incertitudes, transformations et fragilités. Observatoire de la vie étudiante, n°42, septembre 2020.

DISHMAN, Rodney K, MC DOWELL, Cillian P, PAYTON HERRING, Matthew. Customary physical activity and odds of depression: a systematic review and meta-analysis of 111 prospective cohort studies. Br J Sports Med, 2021.

LARDEUX, Laurent, RENAULT-TINACCI, Mathilde. La Participation associative des jeunes. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). N°57, 12 juillet 2021.

LARDEUX, Laurent, TIBERJ, Vincent. La démocratie à l'épreuve de la jeunesse. Une (ré)génération politique ? Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). N°46. 12 mars 2021, 4 p.

LIPANI VAISSADE, Marie-Christine. Les médias au défi de la jeunesse : faire place aux jeunes. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) | Cahiers de l'action, n°35. 2012, p. 2.

Thèse

RENAULT-TINACCI, Mathilde. La participation associative, une nouvelle voie politique ? Du désir de politisation ordinaire : effets politiques et construction d'une citoyenneté personnalisée dans l'expérience associative parisienne. Thèse de doctorat, Université Paris-Descartes, 2018.

Rapports

BUFFET, Marie-George, MÖRCH, Sandrine. Rapport fait au nom de la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse. Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 16 décembre 2020, p. 41.

BRICE MANSENCAL, Lucie, COULANGE, Manon, MAES, Colette, MÜLLER, Jorg (CREDOC). Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020. Avec la collaboration de BAILLET, Julie, GUISSE, Nelly, HOIBIAN, Sandra, JAUNEAU-COTTET, Pauline, MILLOT, Charlotte. INJEP Notes & rapports/rapport d'étude, 2020, p. 20.

COP'1 Solidarités étudiantes. Enquête sur les étudiantes et étudiants bénéficiaires de colis alimentaires. 2020. http://cop1.fr/wp-content/uploads/2021/05/ETUDE-Cop1-Complete-65p.pdf (consulté le 11/10/21).

Sous la direction de Kabla-Langlois I, « État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France n°14 », Sous-Direction des systèmes d'information et des études statistiques, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation, 21 avril 2021, https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/ (consulté le 04/10/21).

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). Les chiffres clés de la jeunesse 2021. Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA). Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

FORMENT, Virginie, VIDALENC, Joëlle. Les ouvriers, des professions toujours largement masculines. Division emploi, INSEE, 2020 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4634325 (consulté le 11/10/21).

LAMBERT Anne, CAYOUETTE-REMBLIERE Joanie, GUÉRAUT Élie, BONVALET Catherine, GIRARD Violaine, LE ROUX Guillaume, LANGLOIS Laetitia, « Logement, travail, voisinage et conditions de vie : ce que le confinement a changé pour les Français », COCONEL, Note de synthèse n° 10, vague 6, INED, mai 2020.

Articles de presse

ANÉ, Claire. « La jeunesse débute plus tôt et se termine plus tard qu'avant », Le Monde, 27 octobre 2017.

https://www.lemonde.fr/campus/article/2017/10/27/la-jeunesse-debute-plus-tot-et-se-termine-plus-tard-qu-avant_5206969_4401467.html (consulté le 11/10/21).

DELMAS, Aurélie, HULLOT-GUIOT, Kim. « Les députés de 2017 sont-ils si différents de ceux de 2012 ? ». Libération, 19 juin 2017 Les députés de 2017 sont-ils si différents de ceux de 2012 ? – Libération (liberation.fr) (consulté le 11/10/21).

NUNÈS, Eric. « Précarité, solitude… l'annus horribilis des étudiants étrangers en France », Le Monde, 18 mai 2021, https://www.lemonde.fr/campus/article/2021/05/18/precarite-solitude-l-annus-horribilis-des-etudiants-etrangers-en-france_6080515_4401467.html (consulté le 04/10/2021).

PIETRALUNGA Cédric, LEMARIE Alexandre, ZAPPI Sylvia, CARRIAT Julie, « "Il faut des mesures d'urgence" : les responsables politiques redoutent une révolte de la jeunesse », Le Monde, 13 juin 2020.

PIETRI, Julie., « Jeunes ou vieux, la Covid-19 a accentué « l'âgisme », les préjugés et discriminations sur l'âge », France Inter, 18 mars 2021, Jeunes ou vieux, la Covid-19 a accentué "l'âgisme", les préjugés et discriminations sur l'âge (franceinter.fr) (consulté le 04/10/21).

« Les jeunes et l'information : une étude du Ministère de la culture vient éclairer les comportements des jeunes en matière d'accès à l'information », Ministère de la culture, 27 juillet 2018, https://www.culture.gouv.fr/Presse/Communiques-de-presse/Les-jeunes-et-l-information-une-etude-du-ministere-de-la-Culture-vient-eclairer-les-comportements-des-jeunes-en-matiere-d-acces-a-l-information (consulté le 07/10/21).

« Coronavirus : Les jeunes, cibles des injonctions pour éviter la transmission de la maladie », 20 Minutes, 5 août 2020, Coronavirus : Les jeunes, cibles des injonctions pour éviter la transmission de la maladie (20minutes.fr) (consulté en ligne le 04/10/2021).

PINEL, Laurence. Etudes, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ? », Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, numéro 1155, juillet 2020. https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/er1155.pdf (consulté le 04/10/21).

Sources numériques

« Chapitre 1 : Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ? », SES Noailles, 9 janvier 2021 https://www.ses-noailles.fr/cours/Partie-2-:-Sociologie-et-Science-Politique/Chapitre-1-:-Comment-la-socialisation-contribue-t-elle-a-expliquer-les-differences-de-comportement-des-individus (consulté le 04/10/2021).

La représentativité sociale des groupes politiques. Datan, 2021 La représentativité sociale des groupes - Assemblée nationale | Datan (consulté le 11/10/21).

Penser les politiques publiques de jeunesse, avec Tom Chevalier, *Chargé de recherche CNRS au laboratoire Arènes, Sciences Po Rennes et chercheur associé au CEE et* Patricia Loncle, *Professeure de sociologie, titulaire de la chaire de recherche sur la jeunesse à l'EHESP.* https://www.animafac.net/minisite/rentree-d-apres/lassemblee-citoyenne/

Remerciements :

Merci à nos associations partenaires - E&D, ESN France, Jets d'encre, les Jeunes Européens, Nightline, le Parlement Européen des Jeunes et le RESES ;
Merci au programme Erasmus + pour son soutien ;
Merci à Mathieu Rossignol-Brunet pour l'analyse statistique ;
Merci à la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) et à la Conférence des Grandes Ecoles (CGE) pour leur soutien dans la diffusion de l'enquête.

Directeur de la publication : Christophe Gaydier, Président d'Animafac
Rédaction : Audrey Renaudin, Animafac
Illustrations et graphisme : Raphaëlle Roux - sweetberry.fr
Dépôt légal à parution - Octobre 2021